

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**CHANGEMENT  
CLIMATIQUE : LE VRAI  
DÉBAT N'A PAS  
ENCORE EU LIEU**

Paul Lannoye  
Page 8

**DOSSIER  
LE MARCHÉ  
TRANSATLANTIQUE :  
DÉMOCRATIES À VENDRE**

Bruno Poncelet  
Pages 9 à 17

**LE PARLER  
VRAI DE LA PENSÉE  
SAUVAGE**

Jean Sur  
Pages 4 & 5



Illustration: Julie Joseph

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



## SOMMAIRE

## LE MORAL NÉCESSAIRE

page 3

LE PARLER VRAI  
DE LA PENSÉE SAUVAGE  
JEAN SUR

pages 4-5

CHRONIQUE  
DE LOBBYCRATIE

page 6

TIRONS SUR  
L'AMBULANCE

page 7

CHRONIQUE DE  
L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

page 8

## DOSSIER: NO-TRANSAT

pages 9 à 17

TÉLÉVISION GRECQUE  
JEAN-FRANÇOIS GAVA

pages 18-19

LES RADIOS COMMUNAUTAIRES  
EN ARGENTINE

pages 20-21

## LA RECETTE DE LA FOIRE

page 22

## BRÈVES

page 22

## VU/LU/ENTENDU

page 23

## ANNONCES/AGENDA

page 23

LE FOOTBALL,  
SPECTACLE DU MAL-ÊTRE SOCIAL

Il ne faudra plus s'étonner de tout ce que ce monde, qui a élevé la cupidité en valeur absolue, est capable de nous proposer. Tout ce qui rapporte est bon: la mort, les déchets que ce système crée et reproduit, les guerres, la spéculation sur toutes sortes de «valeurs», même si elles privent une majorité de manger à sa faim, ... Il ne faudra plus s'en étonner, mais, chaque fois, poussées plus loin par l'esprit de lucre, les créations de cette société n'en finissent néanmoins pas de nous surprendre.

Tout doit rapporter donc. Et cela fonctionne. Le jeu, cette «activité physique ou mentale purement gratuite, qui n'a, dans la conscience de la personne qui s'y livre, d'autre but que le plaisir qu'elle procure» (Le Petit Robert), devenu spectacle, n'a plus rien du jeu. Après les clubs de foot cotés en bourse, joueurs et clubs «achetés» par le Qatar, le scandale des matchs truqués, devons-nous donc être étonnés que Fantex, «la première plateforme qui vous permet d'acheter et de vendre des actions en lien avec la performance d'une marque (sic) athlète pro», vienne de proposer de coter en bourse un joueur de football américain? Passée la surprise, la seule question qui demeure encore ne porte plus sur ce que l'on va encore inventer pour satisfaire l'avidité actionnariale, mais: où cela va-t-il s'arrêter?

Pas si vite, à en croire l'engouement que suscite le spectacle sportif moderne? 45 000 supporters dans les tribunes et aux alentours, et plus de deux millions devant leur poste, pour le match des diables rouges le 15 octobre. Des milliers amassés sur les places des grandes villes, relayés par les médias dans leur frénésie exhibitionniste. Quand pouvons-nous espérer une telle foule pour une manifestation anti-nucléaire, ou un soutien aux Afghans expulsés et traités comme des chiens par les forces de l'ordre? Le foot-spectacle aura réussi mieux que tout ce pari impossible de relier des individus atomisés, de délier au nom du lien. De réunir pour mieux séparer. Dans des jeux modernes où l'on «regarde ce qui se passe sans y être mêlé».

Le spectacle du foot, qui n'est rien d'autre, qu'on le veuille ou non, qu'un divertissement nécessaire de l'hédonisme consumériste – que doivent bien reconnaître ceux qui sont pris par cette «passion» -, nourrit les besoins d'une unité illusoire, dont l'autre versant n'est que rejet et ostracisme. Starification par les médias, et puis le peuple, de footballeurs gagnant en quelques minutes ce que leurs spectateurs gagnent en quelques heures, journées, années, qui crée l'adulation devant laquelle «nous sommes tous égaux». Rien à espérer dans ce cas en matière de justice sociale.

Pour en faire la critique, trop facile pourtant la voie du mépris, même si devant la médiocrité et la perte d'esprit critique il nous arrive de tomber plus que d'habitude dans ce travers par lequel on catégorise et fige l'individu qui n'aurait que fait un «choix», dont il est dès lors seul responsable; mais trop facile aussi de n'y voir qu'une victime passive d'un système au déterminisme irrémédiable. La vérité se situe sans doute entre les deux.

Nous ne pouvons donc nous résoudre à n'y voir qu'un «effet de foule», une résultante logique de ce que «le peuple» aurait demandé, dans tous les cas, mais plutôt l'effet conjoint de structures médiatiques délétères et nocives, de politiciens professionnels qui n'ont plus rien à proposer que toujours le même offert et retourné sous d'autres formes qui cachent le même fond, et de sujets dépolitisés à la recherche de collectif, plus prompts à se jeter dans des expédients faciles d'accès?

Qui, pourtant, ne trouveront de voies prometteuses dans le spectacle moderne. Fût-ce t-il «belge».

Alexandre Penasse

Une erreur de manipulation avant impression a tronqué l'article de David Ray Griffin. Que nos lecteurs nous en excusent. Son article est dès à présent disponible dans son entièreté sur notre site [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be).

Voici les passages manquants:

14. [...] Ajoutons que, malgré qu'il ne puisse y avoir de doute sur l'identité de cet avion, qui a été filmé par CNN et d'autres chaînes, l'armée a nié que celui-ci lui appartenait.

16. Étant donné que les Tours jumelles et le WTC7 étaient structurés des caves au sommet par des colonnes en acier, ces immeubles ne pouvaient tout simplement pas s'effondrer comme ils l'ont fait – d'un seul coup et presque à la vitesse de la chute libre – à moins que ces colonnes aient été sectionnées au moyen d'explosifs. La théorie officielle, selon laquelle les immeubles se sont écroulés à cause des incendies, combinés (dans le cas des Tours jumelles) avec l'impact des avions, est scientifiquement impossible.

17. La destruction des Tours jumelles présentait de nombreuses autres caractéristiques – comme l'éjection horizontale de poutres en acier, la fonte de l'acier et la sulfuration et l'aminicissement de l'acier – qui ne peuvent s'expliquer que par l'utilisation d'explosifs puissants. L'acier ne fond pas avant d'atteindre environ 1 500 degrés Celsius, une température que les incendies de tours n'ont même pas approchée.

COURRIER  
DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à: [info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be)  
(les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

**Daniel Simon nous envoie ce commentaire sur l'article de Olivier Taymans «la cyber-contestation face à l'aversion des médias» et son interview de Jean Bricmont «Inside Job? Who cares?», dans lesquels il perçoit une importante contradiction:**

«A la page 10, je lis: "le truc de l'épouvantail consiste à assimiler l'adversaire à une catégorie repoussante au-delà de tout questionnement". A la page 17: Jean Bricmont: "Vous avez lu Faurisson...? Kairos: "non, mais je ne m'intéresse pas à ça (...) tous les gens à qui je fais confiance politiquement et idéologiquement, et dans le discours desquels je me retrouve, et même bien au-delà, font partie d'un consensus pour rejeter ses thèses en bloc. La très faible dissidence émane de gens dont le discours, y compris sur d'autres sujets, me révolte.". « "Révulser: réaction de dégoût (Larousse p.934)". N'est-ce pas synonyme de "truc de l'épouvantail que vous combattez". Je précise que le problème n'est pas Faurisson mais la contradiction de vos propos. Kairossement vôtre».

Juste un mot de félicitations pour le courage de votre dossier de ce mois, sur le 11/09/2001. Jérôme.

Suite à vos excellents articles de mise en garde concernant les dangers des technologies sans fil pour la santé humaine, pourriez-vous m'aider à voir plus clair dans cette grande supercherie mercantile qu'est la vaccination?

Les informations obtenues auprès de pro-vaccinations sont floues et vagues. Celles qui circulent librement et qui sont opposées à la vaccination (entre autres, "Vaccination, l'overdose" de Sylvie Simon – "La mafia médicale" de Ghislaine Lancôt, ...) sont alarmantes, scandaleuses et peu divulguées au grand public.

Actuellement, ma fille de 13 ans voudrait se faire vacciner contre le VPH, je suis réticente et ressens une culpabilisation de mon entourage quand j'essaie d'en parler.

Emmanuelle

**Attention! si vous devez faire un paiement, n'oubliez pas que le numéro de compte a été modifié: Kairos asbl, 523-0806213-24. IBAN BE81 5230 8062 1324 - BIC TRIOBEBB. L'adresse pour le courrier: KAIROS ASBL, 89 rue Théophile Vander Elst, 1170 Bruxelles**

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique par:  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34 - B - 6220 FLEURUS

**Tirage** cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires  
**Routage** Cambier  
**Livraison chez Tondeur** Dioxyde de gambettes

**Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs**

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles - Belgique  
[info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be) – [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)  
Tél. (00 32) 673.51.74 / (00 32) 485/057 744

**Rédacteur en chef**  
Alexandre Penasse

**Graphisme** Sarah Cleermans, Pierre Lecrenier  
**Trésorerie** Sandy De Wilde  
**Relecteurs** Janine, Marie-Paule, Nadia

**Chroniqueurs**  
Jean-Pierre Léon Collignon, Paul Lannoye, Ester Arauzo,  
Gwenaël Breës, La Foire aux Savoir-Faire asbl

**Illustrations**

Julie Joseph, Titom, Caribaï Migeot, Félicie Haymoz,  
Alice Bossut, Sophie Le Grelle, Chloé Perarnau,  
Lucy Watts, Florence Vancapellen, Anne Brugni,  
Flore Figuière, Alain Munoz, Pierre Lecrenier

**Ont contribué à ce numéro**

Jean Sur, Ester Arauzo, Bruno Poncelet, Jean-François Gava, Edith Wustefeld, Johan Verhoeven, Bernard Legros

# DEMAIN, DEMAIN, TOUJOURS DEMAIN...

C hômeurs, si vous devez rendre visite à votre syndicat, ne vous y aventurez pas sans prendre quelques précautions d'usage. Notamment: emporter de la lecture. Nos conseils...

C'est un local trop étroit pour contenir la file de chômeurs qui s'y déploie chaque jour et déborde régulièrement sur le trottoir.

Souvent, la raison de votre présence à cet endroit a déjà de quoi vous plomber le moral: conflit avec un employeur, licenciement abusif, embrouilles administratives avec l'Office régional pour l'emploi, l'administration communale, la mutuelle ou encore l'ONEM,... Quand les uns ne vous enjoignent pas de leur prouver votre détermination à dégoter un emploi, les autres vous pressent de revenir avec tel ou tel formulaire dûment rempli et cacheté par telle autre administration... Vous voilà donc en quête de soutien pour vous aider à mieux comprendre ce qu'on vous veut, à faire face à ces tracasseries sans fin et vous redonner un peu de fierté, de combativité et d'humanité dans ce système qui vous angoisse, vous culpabilise, vous humilie, vous infantilise et vous désigne non plus comme un travailleur au chômage mais comme un fraudeur potentiel, ou à tout le moins un profiteur de la sécurité sociale.

Ce local, c'est votre "centre de services". Il symbolise la relation que vous entretenez avec votre syndicat, comme des centaines de milliers d'autres chômeurs cotisant auprès de ces organisations qui sont là, heureusement, pour défendre vos droits dans un esprit de camaraderie et de solidarité. On peut donc s'y sentir un peu comme chez soi, tel un membre parmi bien d'autres d'une grande famille, aux côtés de jeunes et de moins jeunes, de femmes tirant des poussettes, d'enfants qui pleurent, d'hommes qui râlent à haute voix tout en tentant de dépasser nonchalamment tout le monde dans la file, de mal réveillés, de patients et d'impatients, de nerveux et de stressés...

A l'intérieur, deux guichets sont à votre disposition, quatre matinées par semaine à raison de trois heures par jour. L'accueil y est convivial et le service de premier ordre, dans les limites du possible bien sûr... Car si les syndicats belges revendiquent un nombre impressionnant d'adhérents et que cela est en partie dû au fait qu'ils jouent le rôle de caisse d'allocations de chômage, ils n'en ont pas pour autant les moyens de rémunérer autant de guichetiers

que nécessiteraient les chômeurs défilant chaque jour dans ces centres trop exigus pour contenir tant de monde.

Dans mon centre de services, il y a de bons moments où les deux guichets sont ouverts en même temps. La logique veut alors que l'un d'entre eux soit réservé à des démarches spécifiques paraissant ne concerner qu'une petite minorité de gens, vu qu'aucune file ne s'y forme au contraire du guichet voisin.

Alors, même si c'est un peu une seconde maison, je préfère éviter de m'y rendre trop souvent dans mon centre de services. C'est que, bien qu'étant chômeur, ma vie ne se résume pas à cet état et à ce statut. Pour ne pas patienter une demi-journée avant de recevoir un conseil ou un document, la meilleure solution est donc de se lever à l'aube pour être parmi les premiers à fouler le trottoir en attendant l'ouverture des guichets. Ce qui, il faut le reconnaître, peut s'avérer tout à fait sympathique en été. Et d'ailleurs, pourquoi les chômeurs détiendraient-ils le privilège de la grasse matinée? Se lever tôt et faire l'expérience de la patience ne peut que vous aider à vous activer et à lutter contre l'oisiveté.

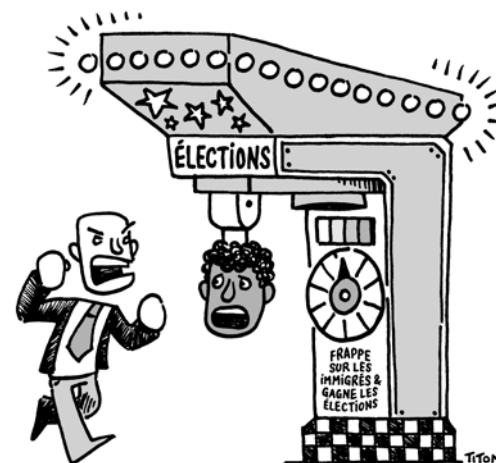
A défaut d'être un lève-tôt, la première file peut facilement durer deux bonnes heures et lorsque vous avez atteint le "guichet rapide", c'est souvent pour vous entendre dire que le but de votre visite nécessite un entretien avec l'un des agents installés de l'autre côté de la cloison. Une nouvelle attente démarre alors. Mais cette fois, vous voilà confortablement installé dans l'une des chaises métalliques de la salle d'attente et muni d'un ticket numéroté semblable à celui d'une tombola mais qui vous garantit que votre cas sera traité aujourd'hui.

Une toilette? On n'est pas à l'hôtel. Rien n'est là d'ailleurs pour vous inciter à de tels besoins naturels, ni distributeur de boissons chaudes ni de quoi boire un verre d'eau.

Pour patienter, quelques brochures sont à votre disposition qui vous permettent de vous familiariser avec telle ou telle centrale professionnelle, tandis que sur les murs deux écrans proposent des informations en continu. L'un, sans doute destiné à apaiser le chômeur angoissé que vous êtes, donne à votre esprit la possibilité de se reposer en contemplant le célèbre fond d'écran Windows avec sa grande prairie verte et son ciel bleu. L'autre, davantage informatif et revendicatif, fait défiler tour à tour des dates de réunions syndicales et un appel à participer à une grande manifestation en faveur du pouvoir d'achat... informations disponibles uniquement en flamand et malheureusement quelque peu datées, les rendez-vous étant parfois passés depuis plusieurs mois ou années.

## QUI VA À LA CHASSE...

L'attente est un art qui nécessite de connaître certaines ficelles. Ainsi, si vous vous trouvez encore dans la salle d'attente à l'heure de la fermeture des guichets, ne vous aventurez pas à quitter votre centre de services pour prendre l'air sur le trottoir, fumer une cigarette, donner un coup de fil, profiter de ces heures perdues pour faire une course, chercher de la lecture à la librairie, boire un café, manger un bout, balader les enfants, remettre de l'argent dans le parcmètre,... Car si vous dépassez l'heure fatidique, vous trouverez porte close à votre retour et personne pour l'ouvrir. Peu importe que



vous ayez obtenu votre ticket au prix d'une longue patience et que votre temps d'attente soit encore estimé à une heure au moins.

Reprendre sa place dans la salle d'attente ne pourra alors se faire qu'en empruntant une porte dérobée. Mais attention, cela vous expose aux foudres de camarades syndicalistes qui n'auront d'autre choix que vous évincer des lieux *manu militari*. Les règles sont les règles. Dans ce cas, vous n'aurez qu'à revenir le lendemain.

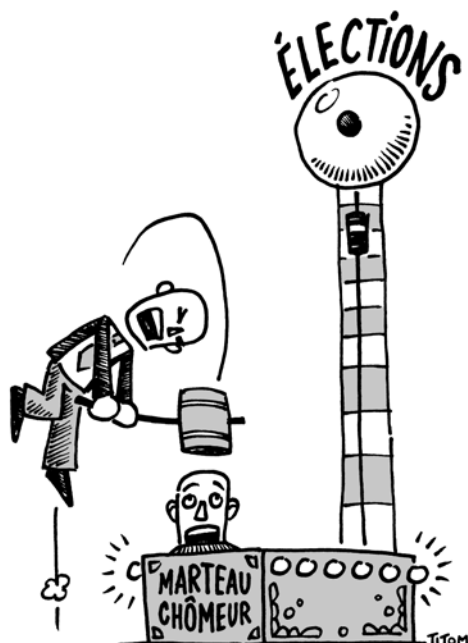
Pour éviter ce genre de déconvenue, mieux vaut rester sagement assis en attendant son tour. Et si les conditions d'accueil ne vous satisfont pas, libre à vous de vous munir de tartines, thermos, petit coussin, walkman, mots croisés ou toute autre lecture de votre choix...

Tenez, lors de ma dernière visite à mon centre de services, bien assis sur mon petit coussinet, j'ai lu "Choming Out" <sup>(1)</sup>. Cet essai écrit par trois "Cybermandais" liégeois se base tant sur les analyses politiques des auteurs que sur leur parcours militant et bénévole, leurs expériences de salariat et de chômage dans les secteurs privé, public et associatif. Des écouteurs vissés dans les oreilles, rien ne pouvait détourner mon attention de ce texte dénonçant le délitement des acquis sociaux menés ces 30 dernières années au nom de «l'emploi» et de «la relance économique», invitant le lecteur tour à tour à sortir des positions figées, à ne plus voir "la valeur Travail" comme seul et unique vecteur de socialisation, à refuser les injonctions à l'employabilité, à connecter la question du travail à celle de l'écologie, à redéfinir la notion de travail «convenable», à renverser les rapports de force, à revendiquer le redéploiement des services publics accessibles à tous ou encore l'instauration d'un «revenu socialisé, généralisé et inconditionnel»... C'est rare, de lire un texte qui propose de déplacer notre regard sur le chômage et nous invite à considérer aussi les chômeurs comme des producteurs de sens et de savoirs, de valeurs non marchandes...

Je me sentais léger au moment de refermer ce livre. Déculpabilisé, mobilisé. Tout en remerciant intérieurement mon syndicat de m'avoir permis de prendre le temps de cette lecture, je levais les yeux pour me rendre compte que mon numéro était passé. J'avais raté mon tour. Pas la peine d'insister, je connaissais les règles. Je déposais alors le livre au milieu de la littérature syndicale en espérant que quelqu'un le prenne à son tour, puis je quittais mon centre de services.

Je reviendrai demain.

Gwenaël Breës



(1) «Choming out», écrit par Marco Monaco, Thierry Müller et Gregory Pascon, postface de Bernard Friot, éditions D'une certaine gaieté, Liège, 2013, 127 pages, 8 €.

# LE PARLER VRAI DE LA PENSÉE SAUVAGE

Quand, en 1967, j'ai commencé à animer des sessions de formation dans les entreprises, j'ai été intrigué, au fur et à mesure de la succession des groupes, par la répétition d'un même constat. "Intrigué" et "constat" sont d'ailleurs des mots faibles. Ce que j'avais sous les yeux, et que je comprenais mal, suscitait beaucoup plus que ma curiosité : la question que me posaient les stagiaires était aussi la mienne.

Les groupes étaient des mosaïques de différences. Âge, sexe, formation, milieu social, fonctions, situation hiérarchique, choix politiques et philosophiques, tout contribuait à leur diversité. Pourtant, les différences ne se manifestaient guère. Les tempéraments évitaient de se frotter et il était rare qu'un débat suscite quelque affrontement entre les participants, à moins qu'il ne s'agisse du championnat de football ou de la destination des vacances. J'étais stupéfait de constater qu'un stagiaire avec qui j'avais entamé une conversation intéressante dans le couloir se murait dans un silence épais dès que nous entrions en séance. Quelle image rendrait compte de ce climat ? La chape de plomb ? La volière plutôt, ou le filet. Des espèces différentes y sont enfermées et chacun des oiseaux captifs se félicite en secret de son plumage et de son ramage pour oublier qu'ils sont tous ensemble à la merci de l'oiseleur, et assez menteurs pour faire semblant de s'en contenter.

L'apparente passivité des stagiaires m'apprit beaucoup. Leur réserve, leur prudence, leur conformisme m'apparurent infiniment plus intéressants que ce que j'aurais pu leur enseigner. En m'immergeant avec eux dans la question de l'expression, il me semblait que j'allais à l'essentiel : tout à la fois je les interrogeais, j'interrogeais le monde où nous vivions ensemble et je me demandais à moi-même pourquoi je prenais un tel intérêt à tout cela. J'oubliais le professeur que j'avais aimé être, ses livres, ses notes. Ce métier était à découvrir et à inventer, je ne me fierais qu'à mon instinct. Il m'arrivait de douter, mais l'idée d'être un formateur conforme, c'est-à-dire un esclave joueur de flûte, me semblait si haïssable que l'évoquer ranimait à l'instant mon énergie défaillante.

## UNE SITUATION DÉSESPÉRÉE QUI REMPLIT D'ESPOIR

Pourquoi les stagiaires se taisent-ils ? De quoi ont-ils peur ? Qu'est-ce que ce repli frileux, ce chipotage avec la parole ? Tout le monde, à l'époque, étant plus ou moins teinté de Marx ou de Freud, la réponse était à la portée de toutes les cervelles : l'aliénation, dont on chantait le nom sur l'air des lampions rouges, sans que cela la fit disparaître. On pouvait également, pour laisser dormir les grands ancêtres, se contenter d'explications plus ordinaires. Mettre en cause les structures de l'entreprise, le système de domination qu'elles reproduisent, le climat de compétition et de méfiance qu'elles entretiennent. Déplorer l'emprise constante d'une hiérarchie servile, les menaces explicites ou implicites qu'elle fait planer. Insister sur la nécessité pour les travailleurs de tourner sept fois leur langue dans leur bouche.

Rien de tout cela n'était inexact. Mais il n'y avait là que des raisons, et l'on n'a jamais vu les raisons

guérir les douleurs. Or, ce que j'avais sous les yeux, c'étaient bien des douleurs même si, réputées incurables, on préférait les cacher. Une terrible méfiance de soi, plus encore que des autres. Une blessure profonde de l'être. La parole, expression et célébration de la vie, devenue schématisation et ossification. L'intelligence dégradée en cérébralité. L'impossibilité de penser comme l'on sent, de parler comme l'on pense, d'agir comme l'on parle. Le ver du soupçon qui se glisse dans toutes ces failles. La fausse désinvolture qu'il impose. L'agressivité qu'il cuisine. La hantise de la culpabilité qu'il gratte comme une plaie. Et, forcément, la violence. Et, forcément, la solitude.

Je n'aurais pas continué à exercer ce métier si ces maux m'étaient apparus irrémédiables. Si j'ai persisté dans la voie que j'avais choisie alors que l'idéologie du management <sup>(1)</sup> en même temps qu'elle s'étendait peu à peu à l'ensemble de la société, colonisait les individus jusque dans l'intimité de leur esprit et de leur sensibilité, c'est qu'au fur et à mesure que je mesurais l'étendue des dégâts passés, présents et à venir, des signes furtifs mais éclatants me montraient que les tribulations de ces travailleurs portaient en elles-mêmes leur guérison, et que l'absurdité où ils se débattaient pouvait être dissipée. « Si je ne désespère pas du temps présent, écrit Marx dans un texte de jeunesse, c'est en raison de sa propre situation désespérée qui me remplit d'espoir. » Voilà à peu près ce que je comprenais parmi les travailleurs. Ils ne dépasseraient pas leur malheur en le niant, ni en feignant de s'en accommoder. Moins encore en écoutant les leçons intéressées des sophistes, bateleurs, vendeurs et autres communicancants qui alimentent l'inspiration chétive des responsables politiques, des patrons, des syndicalistes. Pour vaincre leur souffrance, il faudrait qu'ils lui fassent cracher sa vérité, qu'ils cherchent ce qu'elle leur désigne par la négative, ce qu'elle leur prépare en secret de bonheur désirable. Et accessible.

Accessible, en effet. Quand le groupe était en confiance, il arrivait qu'un participant aborde un thème inhabituel dans ce cadre professionnel. Ou qu'un autre, en évoquant un sujet relatif à son travail, jette soudain dans son propos une liberté ou une subjectivité que l'on n'attendait pas là. Ainsi cette directrice d'une entreprise de confection qui, à la fin des années 70, fit soudain, devant ses employés, avec infiniment de tact et d'élégance, l'aveu de son homosexualité. Ou ce syndicaliste d'une entreprise de produits chimiques qui bouleversa le groupe en lui faisant part, avec une absolue simplicité, des contradictions qui le torturaient.

De telles interventions étaient rares. Mais, à ces instants, la facticité avait disparu. Elles étaient comme les éclairs : des zigzags dans la nuit. Quand nous nous essayions maladroitement à les retenir ou à leur faire écho, leur grâce sombrait vite dans la pesanteur des commentaires. N'importe. Elles avaient illuminé l'obscur. Le monde ne pouvait être absurde puisque cet instant-là ne l'avait pas été. De quelque manière, en quelque endroit, le monde devait bien être lumineux puisque cet instant-là l'avait été. Il y avait là, pour reprendre le mot de Thucydide que Guy Debord avait raison d'aimer et de répéter, une *acquisition définitive*. Bien sûr, le syndicaliste aurait pu être un patron, ou la directrice homosexuelle un employé hétérosexuel. Dans leur propos, c'était le

Ce que j'avais sous les yeux, c'étaient l'impossibilité de penser comme l'on sent, de parler comme l'on pense, d'agir comme l'on parle

ton qui comptait. La vibration. La note. Le niveau où elle sonnait, son *niveau d'être*, comme disent les maîtres taoïstes. Personne n'y cherchait la validation d'une opinion ou d'une autre, ni la promotion de tel ou tel mode de vie. Mais chacun y trouvait bien davantage : l'évidence d'une existence singulière qui, par analogie, lui confirmait que la sienne, elle aussi, était singulière, et toutes les autres aussi. Que la vie, par généreuse conséquence, était donc vivable. Et qu'il était bon de la vivre, pervers de ne pas la vivre.

Je n'ai jamais imaginé avoir provoqué ces instants-là. Je sais bien, par contre, comment j'aurais pu les empêcher d'advenir, par quels mensonges mercantiles, par quels appels névrotiques à la violence : cela, aucune puissance ne m'aurait convaincu de le faire. J'étais là pour partager l'espérance d'une naissance dont je ne savais rien, celle des stagiaires, la mienne, la nôtre, certain que le désespoir, pourvu qu'on l'affronte de face et à mains nues, peut se changer en son contraire.

## « ON VIT ENSEMBLE SÉPARÉS »

Maintenant éloigné des sessions de formation, je reconnais dans ce qu'on me raconte sur l'école, l'Université, les entreprises ou les banlieues, les balivernes prétentieuses et sordides dont on étouffait l'intelligence des travailleurs. Ce qui se jouait dans l'unité de lieu d'une salle de formation et dans l'unité de temps de nos trois jours de travail n'était rien d'autre que la préfiguration du combat contre ce qui ravage désormais toute la surface de notre terre humaine. Quel est-il ce mal, maintenant partout répandu, que je touchais de si près ?

Du spectacle universel par l'entremise duquel la marchandise fait sa promotion, Guy Debord dit : « Il réunit le séparé, mais il le réunit en tant que séparé. » Il faut prendre cette phrase au pied de la lettre. De même qu'avant la bataille le général dispose ses troupes et ses régiments dans la formation qu'exige la stratégie qu'il a conçue, de même devons-nous nous présenter au monde de l'argent en mettant en avant les facultés, ou les qualités, ou les vices, qui serviront le mieux sa folie. Il nous veut hiérarchisés en nous-mêmes, divisés selon ses intérêts. Il ne veut pas de nous, il veut des morceaux de nous. Ce sont ces morceaux que nous mettons en commun dans les tâches qu'il nous propose, ces morceaux que nous juxtaposons et additionnons. Non pas nous. Des morceaux de nous. « *On vit ensemble séparés* », écrit Aragon. Deux fois séparés.

Entre nous, d'abord. Mais *entre nous* parce qu'en nous. *Entre nous*, à cause de la hiérarchisation des désirs imposée en nous par la logique de



Illustration: Carthai Miguet

l'argent, par le primat du rôle social sur l'existence, de l'acteur sur la personne. *Entre nous*, à cause de l'appauvrissement *en nous* de la liberté, sinistrement compensé par l'octroi de jouissances illusoires accordées non pas pour les délices qu'elles sont censées procurer, mais pour les déceptions auxquelles elles conduisent forcément et qui, mieux que tout, parce qu'elles découragent la troupe plus efficacement que tout, assurent sa docilité. *Entre nous* parce qu'ainsi ce ne sont pas seulement les valeurs de l'esprit, de la créativité, de la liberté qui sont dégradées *en nous*, mais également les puissances élémentaires du corps, de la sensibilité, du sexe, séparées elles aussi de la vie, plus gravement menacées par la consommation qu'elles ne l'avaient été par la sottise pudibonderie. *Entre nous*, parce que cette effroyable dévitalisation de nos esprits et de nos corps n'autorise plus guère *en nous*, comme canal de relations, qu'une cordialité négociatrice modelée sur l'algèbre des échanges commerciaux. *Entre nous*, parce que ce qui vit vraiment *en nous*, ces amours et ces amitiés qui ne nous font pas plus défaut qu'à nos ancêtres, ces projets que nous méditons en secret, nos rêves féconds, nos besoins de révolution, nos folies - les vraies, celles qu'on n'apprend que de soi-même -, nous perdons le goût d'en faire état dans un monde devenu une lugubre boutique sociale. L'évidence que nous sommes plus grands que ce monde-là nous terrifie; il nous faut, pour justifier à nos yeux notre soumission, nous faire encore plus petits que lui.

Et pourtant, comme le syndicaliste ou la directrice, il arrive que quelqu'un, ici ou là, transgresse l'ukase de séparation qui est la règle de plomb de la *décivilisation* occidentale et, devant nous, par des chemins sauvages qu'il semble à la fois découvrir et retrouver au fur et à mesure qu'il les débroussaille, accède vraiment à soi-même. Le parler des gens, à ces instants, est étonnant. Une langue faite d'images anciennes ou ordinaires qui semblent d'une nouveauté absolue, éclatante, presque triomphale. Une éruption, une coulée de lave si intense que le mouvement y suggère l'immobilité. « Change, change, demeure: » dit le poète Jean Marmbrino. Tout à la fois la vie et la conscience de la vie. Une musique toujours différente qu'on reconnaît toujours.

Le parler vrai, c'est quand la pensée sauvage le nourrit. Nécessaire, familière. Et pourtant (mais pourquoi?) délaissée, abandonnée, snobée. « Une langue d'enfance qui réapparaît soudain », dit Anne Dufourmantelle. Oui. Non pas la langue de l'enfance arrangée dont le rétroviseur de la nostalgie renvoie l'image complaisante. La langue puissante et souple de l'enfance inépuisable, celle qui fore et traverse nos existences jusqu'à nous faire franchir la mort. Marc Richir, quand il cherche quels mots peuvent évoquer « la tonalité, au sens musical du terme, de la passion sauvage du penser », propose « naïveté, générosité, ravissement ».

## LES SOLITUDES COMBATIVES

Qu'on ne s'y méprenne pas. La pensée sauvage n'est pas un déguisement de l'illusion. Elle ne choisit pas le tout possible de la rêverie contre les disgracieuses contraintes du quotidien. Quand, soudain, dans l'atelier patient et ironique de la session, fleurissent quelques paroles poussées sur de la pensée sauvage, elles ne nous éloignent pas de l'entreprise, de ses tâches, de ses exigences, du travail, du climat qu'il installait. Mais tout cela, elles le montraient droitement, sans l'enjoliver, sans tricher. À hauteur d'homme, comme disait Senghor. Produire des biens, les faire connaître, les vendre, ces activités doivent, sous peine de trahison, être soumises au jugement de la conscience, de l'esprit critique, de la liberté. La parole d'un stagiaire, quand elle s'élargissait à son expérience personnelle, témoignait à sa manière de cette nécessité vitale écrasée par les slogans, étranglée par les objectifs, fusillée par les intérêts. Ignorée, aujourd'hui plus encore qu'hier, par le clergé politico-économique. Méprisée par les solennels exégètes qui gonflent sa vanité. Ridiculisée par les bonimenteurs qui courtisent ses frustrations. Travestie par les pique-assiettes de la communication auprès desquels il quémande lamentablement du réconfort.

« Naïveté, générosité, ravissement. » Une pensée naïve, c'est-à-dire innée, naturelle, nouvelle comme l'enfance qui fait les poètes, les amants, les vivants. Incertaine forcément, peu assurée, si étrangère à cet enfer: Si étonnée d'être là, d'oser s'exprimer, d'avoir une voix: Généreuse aussi, sans calcul. Ce qu'elle trouve en elle, elle le transmet, voilà tout, ça vient de tout le monde, ça va à tout le monde. Ces mots qui nous appartiennent en propre, dont nos vies ont formé chaque syllabe, nos souffrances et nos joies, sculpté chaque intonation, ils sont aux autres autant qu'à nous, ils sont à tous. Plus ils sont à nous, plus ils sont aux autres. Plus ils sont aux autres, plus ils sont à nous. Vie. Déferlement de vie. Cascades de vie.

Aux grands instants des sessions, nous ne délirions pas. La réalité, comme on la nomme, nous rappelait vite au désordre. La réalité? Laquelle? La jambe amputée est-elle plus réelle que le malade sur son lit? Nous n'avions plus peur de cet avorton baptisé réalité; nous pourrions, pour voir ce qu'il vaut, descendre dans les consciences dévastées et soulever les couvercles des âmes, entraînant dans l'aventure, si elles en avaient le courage, quelques-unes de ces immenses compétences qui la commentent si bien, la réalité, quand elles ont le nez dans leurs fiches. En fait de nez, elles tourneraient vite de l'œil. Pas nous.

À ces instants, les stagiaires étaient seuls, mais leur solitude n'était pas solitaire. Le souci de la personne, écrivait Duns Scot au xiii<sup>e</sup> siècle, requiert la solitude des grands fonds. Utile référence: c'est la

personne humaine qui est maintenant menacée. Les partis n'y peuvent rien, ni les clubs, ni les équipes, ni les gangs. La personne ne peut être sauvée que par la personne. Ce propos serait aride, trop exigeant? Je ne le crois pas du tout. Un magistrat qui avait eu récemment à juger, dans des circonstances diverses, des gens qui ne se connaissaient pas et qui n'avaient en commun que de s'être dressés, de leur propre initiative, contre une forme ou une autre de l'aviissement mondialisé, résumait ainsi ce que lui avaient inspiré ces audiences: « Un mouvement d'ensemble où chacun serait seul. » C'est bien cela. Au plus creux de nos solitudes combattives, les vivants nous attendent, nous espèrent.

### Jean Sur

Jean Sur. Intellectuel français, écrivain et formateur en entreprise durant trente ans. Il est notamment l'auteur de *Les Arabes, l'islam et nous*, Paris, Mille et un nuits, 1996; *68 forever*, Paris, Ariéa, 1998. Il est également le fondateur du site Résurgences ([js.resurgences.pagesperso-orange.fr](http://js.resurgences.pagesperso-orange.fr))

(1) Le management est, selon moi, l'ensemble des moyens de persuasion, de séduction, de contrainte et de contrôle, constamment renouvelés et souvent contradictoires, par lesquels les responsables s'efforcent de soumettre les citoyens et les travailleurs aux intérêts dont ils sont eux-mêmes les serviteurs.

## PENSER EST UN ACTE SAUVAGE

### ENTRETIENS AVEC JEAN SUR

Dans ces entretiens filmés, Jean Sur nous livre la pensée qu'il s'est forgée au cours de sa vie, dont trente années comme formateur en entreprise. Cette analyse, il l'aborde sous l'angle des mots, « la meilleure entrée possible pour comprendre le monde. » Pour lui d'ailleurs « il n'y en a pas d'autres ». Car les mots, propres à notre monde intérieur, sont les soubassements de notre pensée, mais ne sont aussi que le fruit de notre rapport aux autres et de notre inscription sociale. Ils forment donc cette intersection parfaite entre soi et les autres, entre le monde subjectif et objectif.

Ces mots, qui évoluent de façon normale dans la société, connaissent aussi des périodes où ils changent de façon arbitraire, dont Jean Sur identifie les prémices dans le mouvement de mai 68 qui « signe très paradoxalement un élan profond pour la modernité et en même temps la résistance à ce mouvement », épisode par lequel il débute ses entretiens. Jean Sur poursuit sur ces mots de l'entreprise, ceux qui petit à petit s'imposant à la sensibilité générale sont devenus les mots de la société, prise sous la logique de la société du management. *Ouverture, culture, tolérance, transparence, pensée...* il continue sur ces mots qui se sont intériorisés et sont devenus ceux du conformisme moral, terminant sur la façon dont, progressivement, le langage de la formation a été colonisé.

Reportage réalisé par Chafik Allal, co-produit par Iteco. Possibilité de le commander sur [www.iteco.be](http://www.iteco.be) ou à [floradelaplace@iteco.be](mailto:floradelaplace@iteco.be)

# ON NE PEUT FAIRE BOIRE UN ÂNE QUI N'A PAS SOIF



Illustration: Félicie Heymoz

Les meilleurs écrivains auraient sans doute eu du mal à imaginer une histoire aussi tordue et compliquée que le "Dalligate"<sup>(1)</sup>, un feuilleton aux multiples rebondissements et dont les zones d'ombre n'ont, un an après les faits, toujours pas été pleinement éclaircies. Un commissaire forcé de démissionner, des accusations de pots-de-vin de 60 millions d'euros, un rapport secret fuité au goutte-à-goutte, des lobbyistes du tabac et des intermédiaires sans scrupules avec en toile de fond les débats autour d'une législation sur les produits dérivés du tabac lourde de conséquences pour la santé publique... Cette affaire a mis en évidence les faiblesses du processus de prise de décision de l'Union Européenne, son manque de transparence ainsi que le besoin de normes éthiques plus contraignantes pour les lobbyistes et les commissaires.

Au moment des faits, le scandale a mis la Commission européenne sous pression, mais une année après, presque rien n'a changé pour éviter qu'un cas similaire ne se reproduise. Il existe pourtant un instrument qui pourrait prévenir de telles affaires: le Registre de Transparence du Lobbying, recensant les lobbies de l'UE, leurs employés, leurs clients et leurs activités, dont la révision est en cours. Cet instrument potentiellement important pour faire la lumière sur l'obscur monde du lobbying à Bruxelles est resté jusqu'ici largement inutile: l'inscription y est volontaire et les informations qu'il contient sont loin d'être fiables<sup>(2)</sup>. La Commission et le Parlement européen ont l'occasion d'améliorer les choses dans les semaines qui viennent... s'ils prennent la révision du registre au sérieux.

Pour l'instant, le brouillard qui règne autour du lobbying et de ses professionnels ne se dégage pas et, à l'occasion des discussions au Parlement à propos de la nouvelle législation sur le tabac qui était déjà au centre du scandale "Dalligate", on en a appris un peu plus sur les pratiques d'un des

principaux protagonistes de cette affaire: le cigarettier Philip Morris. Grâce à des documents confidentiels internes ayant fuité dans la presse<sup>(3)</sup>, on a pu constater l'ampleur et le niveau du lobbying pratiqué par cette multinationale de la nicotine: fichage systématique des eurodéputés selon leurs prises de positions sur le sujet avec collecte d'informations confidentielles sur leurs réseaux; fichage systématique des positions des États membres; fichage systématique des positions des différents départements de la Commission; parfaite visibilité sur le calendrier législatif... Autant d'informations qui attestent de l'excellence des renseignements collectés et surtout des accès privilégiés aux plus hauts niveaux politiques et administratifs dont dispose cette entreprise: au moins 257 élus européens sur les 766 ont ainsi été rencontrés par les lobbyistes de la firme, certains jusqu'à 5 fois. Mais ces documents ont aussi montré à quel point la déclaration au Registre de Transparence de Philip Morris ne reflétait pas la teneur de ses activités réelles, les sous-estimant largement<sup>(4)</sup> (CEO a porté plainte contre l'entreprise pour cela auprès du secrétariat du registre).

C'est que tous ces efforts du lobby du tabac n'ont pas été infructueux. Le Parlement européen a approuvé une version de la directive édulcorée par rapport à la proposition de la Commission (qui prévoyait par exemple l'interdiction des cigarettes "slim" ainsi qu'au menthol, deux dispositions finalement pas retenues). C'est un exemple de réussite du lobbying industriel parmi d'autres. Récemment, un autre lobby tout aussi philanthrope est parvenu à protéger son activité: la spéculation financière sur les matières premières -y compris les produits de première nécessité comme les céréales dont les prix font à présent l'objet de spéculations par l'intermédiaire de produits dérivés. La nouvelle directive appelée MiFID II devait assurer la fin de ce genre de spéculation, mais les lobbyistes de l'industrie financière ont réussi à introduire dans le texte des lignes qui rendent possible la continuation de ces pratiques. Leurs terribles conséquences frapperont, comme toujours, les plus pauvres du monde.

Portes toujours ouvertes à la spéculation, faibles régulations... Qu'a-t-on appris après la crise financière et la crise économique - qui s'en est suivie? Pas plus que cela, visiblement. Cinq ans après la faillite de Lehman Brothers, le renflouement des banques sur fonds publics et la pire crise économique depuis des décennies, les promesses de régulation du secteur financier faites à ce moment-là ont l'air d'être largement tombées dans l'oubli. Qu'on en juge: les banques européennes n'ont pas assez de fonds propres pour garantir leurs activités, les marchés de dérivés continuent à croître et rares sont les produits toxiques qui ont été interdits. De nouveau, l'Union européenne ne semble pas avoir appris de la crise, et il crève les yeux que la victoire du lobby financier est une des raisons de cet échec.

Lors des prochaines semaines, une partie importante de l'attention mondiale sera tournée vers le sommet sur le changement climatique à Varsovie. Les industries polluantes fortement émettrices de CO2 (automobile, pétrole, gaz, chimie, production d'énergie...) seront toutes représentées là-bas et

« Au moins 257 élus européens sur les 766 ont été rencontrés par les lobbyistes du cigarettier Philip Morris, certains jusqu'à 5 fois »

feront de leur mieux pour influencer les éventuelles décisions qui y seraient prises. Leur présence sera-t-elle encadrée et contrôlée? Les pays cibles de leurs pressions sauront-ils y résister? Auront-ils appris quelque chose des précédentes éditions, largement torpillées par certains intérêts économiques et nationaux? C'est à voir. Mais le temps presse: début octobre, une étude parue dans la revue scientifique Nature<sup>(5)</sup> expliquait qu'à partir de 2047 environ, les températures moyennes en Europe de l'Ouest seraient supérieures aux records de chaleur enregistrés sur la période 1860-2005 en l'absence de réductions importantes des émissions de gaz à effet de serre (le phénomène commencera beaucoup plus tôt dans les régions équatoriales, dès les années 2020-2025).

Nous avons besoin de solutions. Rapidement. Et ce ne sont pas des intérêts économiques aveuglés par l'extrême court terme qui pourront contribuer à cela.

Ester Arauzo

(1) Voir l'article "See no evil, hear no evil, speak no evil, voir sur le site <http://corporateeurope.org/>

(2) Voir le rapport "Rescue the register!" d'ALTER-EU sur notre site.

(3) Cette histoire a été publiée dans plusieurs médias. Voir, par exemple: "Philip Morris sonde les eurodéputés belges sur le tabac", publié sur La Libre le 23 Septembre 2013. <http://www.lalibre.be/economie/actualite/philip-morris-sonde-les-eurodeputés-belges-sur-le-tabac-523fbac73570bed7db9c809b>

(4) Voir "Complaint filed against Philip Morris for under-reporting EU lobby expenses", sur le site web de Corporate Europe Observatory

(5) Voir "The projected timing of climate departure from recent variability", Nature, 502, 183-187, doi:10.1038/nature12540

# IL Y A COMME UNE ODEUR...

Ceux – et celles – de ma génération, qui ont connu de beaux embrasements et de belles et grandes figures, politiques et autres, en sont à devoir constater que jamais, de leur vivant, ils n'auront eu sous les yeux le spectacle absolument dégoûtant qu'offre la présente actualité, marquée par les scandales innommables dont sont maintenant coutumiers tout ce que compte comme représentants de tous bords nos pantelantes et grotesques prétendues démocraties. Scandales d'argent, mensonges, travestissement de toute la réalité, tripotages de chiffres, double langage et langue de bois, assaut massif contre les libertés les plus élémentaires, acharnement à l'encontre des pauvres d'ici et d'ailleurs, ces gens, en toute impunité et, même, salués ici et là – par la presse et ses lecteurs hébétés – comme étant de braves et dévoués serviteurs de la chose publique, ne sont en vérité que les agents de la pire entreprise jamais menée contre les libertés et les droits des citoyens. Et l'assaut est universel, il n'a pas de frontières et pas de limites; partout, les gens et dans tous les aspects de leur vie, sont assiégés de mille perverses façons. Bien évidemment, les gestionnaires et les donneurs d'ordres excipent des dures nécessités des temps économiques et financiers présents pour se dédouaner des mesures qui sont décidées et appliquées sans qu'elles suscitent les réactions auxquelles on pourrait pourtant s'attendre.



Il est vrai, aussi, que la manière dont sont présentées les choses est à la fois finement subtile et pernicieuse; les communicateurs gouvernementaux sont passés maîtres dans l'art désormais consommé de dire tout et son contraire. Par chez nous, par exemple et s'agissant du douloureux problème du chômage, on en arrive, un jour, en haut lieu, à affirmer que la situation va en s'améliorant, que l'on constate une baisse sensible du nombre de demandeurs d'emploi et, le lendemain, on apprend par la presse que les radiations et les exclusions sont en hausse constante, ceci expliquant

donc cela. Pour ce qui est des chômeurs de longue durée, ils ne perdent rien pour attendre puisque les dernières innovations, nées dans les brillantes cervelles de quelques-un(e)s de nos cher(e)s élu(e)s proposent, ni plus ni moins, que ces feignants soient mis bénévolement au service des communes et autres CPAS afin de prester de ces petits boulots hautement gratifiants comme les courses des petites vieilles, le ramassage des crottes canines ou l'aide aux mamans débordées par leur progéniture. Bien évidemment, ces extravagantes suggestions s'inscrivent dans le moment où s'engagent les premières escarmouches de la campagne électorale de l'an prochain et il s'agit, n'est-ce pas, d'un côté comme de l'autre, de ratisser au plus large et de ne pas laisser passer les occasions de racoler du côté du simplisme et de la démagogie de caniveau. A ce jeu ignoble, on voit combien la concurrence est rude et à quel niveau d'ignominie on est prêt à se hisser, de la pseudo-gauche socialeuse à la droite libérale en passant par ce parti humaniste qui a le culot d'encore se présenter comme au centre de l'échiquier politique. Quant aux prudentes et timides protestations du monde syndical devant les assauts de plus en plus déterminés de la classe dirigeante à l'encontre du monde du travail, des chômeurs et des pauvres en général, elles n'étonneront pas plus que les positions des mêmes appareils pour ce qui regarde la débâcle annoncée du système économique et monétaire. Positions et analyses – les mêmes que celles des responsables politiques de tous bords ou à peu près – qui vont à l'encontre de toute forme de remise en cause de la mortelle fuite en avant à laquelle nous condamnent les propriétaires du monde.

Car, on le voit bien et partout, la nécessaire et impérieuse prise de conscience de ce qui est proprement le risque d'une véritable descente aux enfers de l'ensemble de l'humanité, n'est encore le fait que d'une poignée de savants qui, depuis des années, publient dans une indifférence quasi générale, le bulletin de santé d'une planète moribonde. De même que quelques lanceurs d'alerte dans la sphère politique et associative qui, vaille que vaille et pour autant qu'ils puissent avoir droit à une place – souvent congrue – dans les colonnes des journaux, sur les ondes ou dans la petite lucarne, tentent, en vain jusqu'ici, de montrer combien les périls de toutes sortes montent de plus en plus dangereusement. Pour le reste, les décideurs politiques de quelque niveau de pouvoir que ce soit, en restent à fermer obstinément les yeux ou, au mieux, à proposer de timides et burlesques mesurette dans les matières les moins susceptibles de heurter la sensibilité de leurs électeurs potentiels, lesquels, pour le plus grand nombre, ne se soucient de ces problèmes que de très loin. Une première part parce qu'ils ont d'autres soucis, bien plus immédiats et cruciaux, comme de se demander quoi se mettre dans l'estomac dès la moitié du mois ou choisir entre le paiement de leurs dettes de chauffage ou d'électricité, entre une visite chez le médecin ou des fringues de pauvre pour rhabiller le petit dernier pour la rentrée des classes. L'autre part, qui est encore l'actuelle majorité, bouffie de sa superbe et de son dédain, accrochée à ses misérables privilèges qui lui permettent de continuer de vivre semblablement – et seulement semblablement – aux riches, de s'offrir des voitures 4x4, de cou-

rir les boutiques et profiter pleinement de tous les petits plaisirs qu'offre cette société d'abondance, cette part, donc, n'est pas prête à renoncer à ce qu'elle estime lui être quasi naturellement dû. Les gens qui composent cette élite de la consommation vulgaire se persuadent, évidemment, que rien de fâcheux ne pourra jamais leur arriver et qu'il est bel et bon que le monde continue d'aller comme il va et que, surtout, rien ne change. Quant à ceux qui, de plus en plus, doivent se justifier en tout, sont soumis aux vexations, aux humiliations d'organismes de contrôle proprement kafkaïens et à l'opprobre qui s'abat sur eux à longueur de colonnes de journaux, on comprendra que des choses aussi saugrenues que la décroissance ou la simplicité volontaire ne puissent avoir aucun écho dans ce qui leur tient lieu de conscience, amoindrie, bafouée et bornée par le seul souci d'une survie de jour en jour plus problématique.

« Les gens qui composent cette élite de la consommation vulgaire se persuadent, évidemment, que rien de fâcheux ne pourra jamais leur arriver et qu'il est bel et bon que le monde continue d'aller comme il va et que, surtout, rien ne change »

Oui, il y a comme une odeur. De décomposition d'ordures de toutes sortes qui empestent l'atmosphère. Nous avons connu, nous qui aurons bientôt septante ans, quelque-chose qui avait à voir avec la vie, avec, plus justement, le désir du vivre mieux, plus richement, avec cette part d'insouciance joyeuse qui avait ses racines dans une fraternité qui s'affichait sur les lieux de travail, dans les rues et sur les places, dans un espace qui était encore public, d'où les caméras de surveillance étaient absentes. Il y avait encore dans l'air ce presque rien d'indéfinissable qui parfumait les liens qui se nouaient dans ce qui était encore une société d'hommes et de femmes qui pouvaient nommer et vivre la liberté et entrer en rébellion quant elle était menacée. Elle est loin notre jeunesse et elle se meurt à petit feu et à coup de matraques, notre folle espérance. Elle pue la charogne, cette époque; et c'est à peine si nous avons encore la force de nous boucher les narines...

Jean-Pierre L. Collignon

# CHANGEMENT CLIMATIQUE : LE VRAI DÉBAT N'A PAS ENCORE EU LIEU.



Illustration: Alice Bossat

Une publication récente du nouveau rapport du GIEC a confirmé, sans surprise, les conclusions de la communauté scientifique quant à la nature et à l'ampleur des conséquences à attendre du réchauffement climatique.

Même si ces conditions doivent être essentiellement considérées comme des prévisions, basées sur des modèles mathématiques qui sont, par leur nature même, contestables, vu la complexité des phénomènes, il est logique et conforme au principe de précaution de se baser sur ces conclusions pour définir les choix politiques permettant de limiter le dérèglement climatique en cours. Car, à moins de faire preuve d'un aveuglement extrême, on constate bien depuis quelques années la réalité de ce dérèglement :

– la multiplication des désastres hydrométéorologiques (tempêtes, inondations, tornades, cyclones, ...) est une réalité objective; le typhon qui vient de ravager les Philippines nous le rappelle dramatiquement.

**Comment concilier l'objectif de croissance économique partout dans le monde avec des engagements de réduction d'émissions polluantes logiquement accrues par une activité économique croissante ?**

– la fonte des glaciers et de la banquise arctique est largement mise en évidence.

Ainsi, l'été 2012 a été marqué par une fonte record de la banquise arctique et de la calotte glaciaire du Groenland; au cours du même été, les Etats-Unis ont enregistré des températures sans précédent et l'Inde a accusé un retard de mousson dramatique pour sa riziculture.

Il n'est plus temps, dans ce contexte, de discuter sur des chiffres et encore moins de se réfugier dans un débat stérile confrontant les climatosceptiques aux représentants du GIEC. Savoir si les climatosceptiques sont, oui ou non, sérieux ou stipendiés par les pétroliers n'a aucun intérêt. Il faut cependant se rendre compte que nier les dérèglements climatiques ou les attribuer à des causes indépendantes des activités humaines ne peut servir qu'à conforter les décideurs politiques dans l'inaction ou, ce qui n'est pas mieux, à les dissuader de prendre la juste mesure des changements à impulser. Or, c'est sur ces changements et les décisions politiques qu'ils impliquent que le débat devrait avoir lieu, au vu de l'inefficacité des politiques en vigueur.

Les engagements pris au Sommet de la Terre en 1992 à Rio n'ont manifestement pas permis d'inverser la tendance. Depuis 1992, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué de croître (+ 49% entre 1992 et 2012). Il n'est donc pas surprenant de devoir constater que le seuil de concentration des GES de 400ppm dans l'atmosphère a été dépassé cet été. Le protocole de Kyoto, arrivé à échéance à la fin de l'année 2012, a été un échec cuisant, ce qui, eu égard à son contenu, était parfaitement prévisible. Les mécanismes mis en place pour réduire les émissions de GES étaient exclusivement basés sur le marché et ne remettaient en question ni la mondialisation ni l'objectif de croissance poursuivi par tous.

Comment espérer obtenir d'importantes réductions d'émission dès lors que se multiplient les délocalisations d'entreprises polluantes vers les pays libres de tout engagement contraignant? A fortiori lorsque ces délocalisations sont encouragées financièrement par le protocole de Kyoto lui-même (mécanisme de développement propre).

Comment ne pas comprendre que le libre-échange généralisé augmente considérablement les transports à longue distance et les émissions de CO<sub>2</sub> associées? Comment concilier l'objectif de croissance économique partout dans le monde avec des engagements de réduction d'émissions polluantes logiquement accrues par une activité économique croissante? Freiner tout en s'efforçant d'accélérer est une mission impossible.

Même si les pays autoproclamés vertueux de la vieille Europe ont quelque peu réduit leurs émissions de GES, c'est en grande partie du fait de l'exportation d'activités polluantes vers les pays dits émergents, lesquels ont tous enregistré une croissance significative de ces émissions. Celles-ci ont été multipliées par 4 en Chine, par 3 en Indonésie et en Inde, par 2 au Brésil entre 1990 et 2011.

En fait, le protocole de Kyoto a permis aux chefs d'Etat et gouvernement qui l'ont ratifié de se donner bonne conscience. Ils se sont persuadés qu'il était possible de continuer comme avant dans la logique de croissance et de soumission aux marchés. En faire le moins possible pour ne pas compromettre cette croissance a été la ligne d'action choisie par tous. Le résultat ne pouvait être qu'un échec généralisé qu'il est vain de vouloir attribuer à d'autres.

Il est temps d'ouvrir les yeux, d'acter l'incompatibilité de la mondialisation économique et financière, du libre-échange et de la course à la croissance avec une politique écologique au niveau planétaire et, en particulier avec une lutte efficace contre le réchauffement du climat. Changer de paradigme est la seule réponse à la hauteur de l'enjeu: une démondialisation économique et financière qui implique une relocalisation des activités économiques et une mutation rapide vers une production de biens durables dans le respect des écosystèmes peuvent encore empêcher le désastre qui s'annonce.

C'est aux pays développés qu'il revient de prendre l'initiative en ce sens. Contrairement au discours dominant, cette option politique n'est pas un fardeau à porter préjudiciable à notre bien-être à tous, mais bien une voie de sortie de crise positive pour tous.

En stimulant les petites et moyennes entreprises sur tout le territoire, en établissant des critères ambitieux de durabilité, de réparabilité et de recyclage, en promouvant la souveraineté alimentaire et les circuits courts, on réduit les émissions de GES... tout en favorisant la revitalisation économique des territoires, la création d'emplois non délocalisables et la réduction des nuisances de toutes sortes. En adoptant cette politique, l'Europe et ses Etats membres donneraient au monde le signal indispensable pour retrouver un monde vivable.

Il est plus que temps d'en prendre conscience.

**Paul Lannoye**

# LE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE : DÉMOCRATIES À VENDRE ?

## DIRE OUI À L'ONCLE SAM, C'EST LE RETOUR D'UN AMI QUI NOUS VEUT DU MAL...

Bruno Poncelet

« *Le marché transatlantique est l'ancre de l'économie mondiale. C'est l'espace économique le plus large, le plus profond et le mieux intégré au monde* »

*Réseau de Gouvernance Transatlantique  
(Transatlantic Policy Network)  
Mai 2008*

Il est des amis qu'on préférerait ne jamais revoir. De ces amis qui vous tiennent l'épaule, prétendent vous soutenir « à la mort, à la vie », mais vous trahissent sans broncher. A beaucoup d'égards, la relation entre l'Europe et les états-Unis est de cet ordre-là.

Amis, l'Europe et les États-Unis le sont depuis longtemps. En 1949, face à l'ogre communiste, n'ont-ils pas promis de s'épauler l'un l'autre en créant l'OTAN? Leur amitié ne s'est-elle pas forgée tout au long de la guerre froide? Dans l'adversité, ne se sont-ils pas serrés les coudes? A en croire l'actuel président de la Commission européenne (José Manuel Durão Barroso), cette amitié au long cours doit beaucoup aux valeurs partagées par l'Europe et les États-Unis, à savoir: *état de droit, démocratie, liberté, respect des droits individuels, solidarité, et promotion de la liberté économique comme source de richesses et de stabilité* <sup>(1)</sup>. C'est pourquoi ils cherchent à renforcer leurs liens stratégiques en menant des négociations pour créer, dès que possible, un *Partenariat de commerce et d'investissement transatlantique*. Un projet qu'on peut reformuler de façon plus simple: l'Europe et l'Oncle Sam veulent créer un marché transatlantique, et ont d'ailleurs entamé des négociations en ce sens depuis le mois de juin 2013.

Officiellement, tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, à y regarder de plus près, la liste des coups bas américains en Europe est longue comme la liste des écoutes téléphoniques de la NSA... Ainsi, nous verrons en fin de dossier que l'ogre terroriste n'est pas toujours celui qu'on croit, mais soulignons dès à présent un détail qui fait tâche: en juin 2013, le consultant d'une agence de renseignement liée à l'armée améric-

aine – Edward Snowden, de la National Security Agency – fournissait au quotidien britannique *The Guardian* des documents compromettants. Ceux-ci prouvaient que les États-Unis avaient développé un programme d'espionnage mondial, visant aussi bien leurs amis que leurs ennemis politiques, et s'intéressant tout autant au monde institutionnel (bâtiments de l'Union européenne) qu'au commun des mortels.

Avouons-le: ce n'est pas digne d'un ami que d'épier en secret le moindre de nos faits et gestes. De surveiller qui nous fréquentons, d'enregistrer nos conversations, de pirater notre boîte à e-mails... Bref, de violer notre vie privée. Pourtant, c'est bien ce qu'ont fait les États-Unis à l'égard d'une Europe qui, elle, n'a même pas bronché: Un comportement incompréhensible, car au fond qu'y-a-t-il de pire que la trahison d'un ami? Peut-être une chose: faire comme si rien ne s'était passé, feindre que tout va pour le mieux et continuer une relation profondément viciée, bâtie sur des mensonges qui ne cessent de se renforcer.

Ainsi, à en croire la Commission européenne, un mariage économique avec les États-Unis rapporterait un surplus annuel de 545 € pour un ménage européen de quatre personnes. Outre le côté éculé d'un calcul platement numérique et financier (sur lequel nous reviendrons dans ce dossier), cette fausse promesse cache un odieux mensonge. En effet, l'un des enjeux majeurs des négociations transatlantiques est de faire revenir un «AMI qui nous veut du mal». De 1995 à 1997, vingt-neuf gouvernements avaient négocié au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) un *Accord Multilatéral sur l'Investissement* (AMI). En gros, il était question d'autoriser les multinationales à porter plainte devant des juridictions internationales et contre des États, lorsqu'elles jugeaient qu'une mesure politique était contraire à leurs intérêts financiers. Cela fit bondir les mouvements sociaux qui dénoncèrent «cet AMI qui nous veut du mal», et réussirent à le rejeter dans les ornières de l'Histoire.

Enfin presque, car l'AMI subsiste aujourd'hui à travers certains accords bilatéraux. Ainsi, suite à un différend remontant à l'année 2006, l'Équateur a été condamné en 2012 par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI, un organisme de la Banque



Illustration: Fabienne Loois

mondiale) à payer plus de 2 milliards de dollars à la firme Occidental Petroleum Corporation (Oxy). De même, suite à l'accident de Fukushima, l'Allemagne a décidé d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire. Une excellente décision pour la sécurité des populations, mais qui déplaît au gouvernement suédois propriétaire de la multinationale de l'énergie Vattenfall (active dans le nucléaire allemand), et qui réclame 3,7 milliards d'euros de dédommagements à l'Allemagne!

Tel est l'horrible AMI que l'Europe et les États-Unis aimeraient réinviter à notre table, pour saigner aux quatre veines les gouvernements qui oseraient prendre des décisions (écologiques, sociales ou fiscales) jugées trop contraignantes par les investisseurs et les multinationales. Lesquels en sortiraient évidemment grands vainqueurs, ce qui n'est pas un hasard. En effet, comme nous l'expliquerons en effectuant un Petit voyage au pays des géants, les noces marchandes entre l'Europe et les États-Unis sont une commande de puissantes multinationales. On retrouvera par ailleurs les positionnements de certaines d'entre elles sous forme d'encadrés tout au long du dossier. Cependant, avant d'aller à leur rencontre, le mieux est sans doute d'expliquer en quoi ce projet de marché transatlantique est un *Conte pour enfants pas sages*.

Dossier conçu et réalisé par Bruno Poncelet, formateur au CEPAG (Centre d'Education Populaire André Genot), animateur de la plateforme [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be) et auteur avec Ricardo Cherenti de l'ouvrage "Le grand marché transatlantique, les multinationales contre la démocratie", Éditions Bruno Leprince, 2011.

(1) José Manuel Durão Barroso a fait référence à ces valeurs communes dans un discours peu connu, Un nouvel atlantisme pour le 21ème siècle, prononcé à Bruxelles le 26 mars 2010 (document en anglais référencé [speech/10/135](http://speech/10/135) dans les communiqués de presse de l'Union européenne).

# LE « LIBRE-ÉCHANGE » : UN CONTE POUR ENFANTS PAS SAGES

IL ÉTAIT UNE FOIS, AU PAYS DE L'EXPANSION  
COMMERCIALE, DES GENS HEUREUX.

L'histoire se passe à la fin du siècle passé, où plusieurs événements successifs remplissent de joie les fidèles zélés de la croissance économique. En 1986, l'Union européenne décide de créer un marché unique entre ses pays membres. L'inauguration officielle a lieu en 1993 avec la fin des contrôles douaniers aux frontières, et sera complétée quelques années plus tard avec l'adoption d'une monnaie unique, l'euro. Entretemps, en 1989, un affreux mur est tombé du côté de Berlin. Tandis que le monde entier s'écrie « liberté, liberté » pour fêter la mort de l'ogre communiste, les élites du monde occidental ne perdent pas de temps : elles s'empressent de faire rejoindre aux anciens pays de l'Est l'ordre juridique du capitalisme, notamment via une intégration au sein de l'Union européenne et de son marché unique. Ainsi, une très grande partie de l'Europe bascule dans un ordre nouveau, où la circulation de l'argent, des marchandises et des lieux de production tient lieu de constitution, l'emportant sur toute autre considération. Le même genre de philosophie politique prévaut ailleurs dans le monde. Par exemple, de l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique unissent leurs destinées dans un *Accord de Libre-échange Nord-Américain* (ALENA) qui voit le jour en 1994. Un an plus tard, c'est l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui affiche les mêmes objectifs pour toute la planète. L'une de ses missions concrètes consiste à régler les différends commerciaux entre pays membres, mais sa véritable ambition est d'établir des règles juridiques mondiales assurant une libre circulation marchande, favorisant l'expansion du commerce et la croissance économique.

## LE BONHEUR EST DANS LE « LIBRE-MARCHÉ »

A bien des égards, ces décennies 1980 et 1990 constituent un basculement culturel majeur. Alors que la gauche et la droite s'étaient longtemps écharpées sur l'équilibre à atteindre entre droits collectifs et individuels, entre la prospérité due aux entreprises privées et les bienfaits générés par les solidarités publiques (comme la Sécurité sociale), l'univers mental bascule soudainement dans une course au « libre-échange ». Celle-ci devient la nouvelle mission civilisatrice, emportant l'adhésion d'une large majorité d'opinions dans les milieux d'affaires, politiques, intellectuels, médiatiques...

Pourquoi en est-il ainsi ? La raison officielle est connue : si l'on parvient à faire tomber les « barrières au commerce », si l'on éradique les « entraves artificielles » que les Etats font peser sur l'économie, il s'ensuivra une ouverture des marchés qui va donner de l'air et de la confiance aux entreprises. Dopées par un moral au beau fixe, celles-ci vont investir et créer de l'emploi, verser des salaires et fabriquer des marchandises, vendre et faire des bénéfices, mais également innover et inventer des produits qui créeront de nouveaux marchés, générant ainsi le mantra magique dont le monde occidental s'est épris depuis plusieurs décennies. Un mantra magique qui fait du trio *innovation technologique expansion commerciale croissance économique* l'alpha et l'oméga de la vie politique, et ce qu'on soit

de gauche ou de droite, libéral ou socialiste, homme d'affaires ou journaliste...

A y regarder de plus près, ces décennies de libéralisme effréné ressemblent à un conte pour enfants : au nom de la liberté du commerce, de gentils bergers partent à la recherche d'une foule disparate de brebis (les Etats-nations) pour les rassembler en troupeaux homogènes (le marché unique européen, l'ALENA américain, l'OMC mondial...) acceptant tous d'arpenter le même chemin : celui d'une compétition économique internationale censée nous mener tous vers une ère de progrès et de bien-être sans égal.

Si cela fonctionnait, si ce choix politique était judicieux, cela se saurait : Depuis trente ans que le monde politique impose et renforce le « libre-échange », nous devrions aujourd'hui vivre dans un monde prospère et harmonieux. Pourtant, les écarts de richesse s'aggravent, la pauvreté extrême conquiert de nouveaux territoires (notamment en Grèce ou en Espagne) tandis que l'horizon planétaire se couvre de nuages sombres : les forêts reculent, les produits toxiques pullulent, des espèces vivantes disparaissent alors que les inondations et feux de forêts esquissent le lugubre avenir qui nous attend si, très vite, nous ne maîtrisons pas le réchauffement climatique. De prothèses PIP en lasagnes de bœuf à base de cheval, les scandales sanitaires s'invitent régulièrement dans les médias, révélant des pratiques marchandes où l'on triche, où l'on ment, où les réseaux de sociétés sous-traitantes sont à ce point ramifiés et complexes qu'on ne sait plus très bien qui fait quoi, ni comment, ni pourquoi. Autant de faits qui ne tombent pas du ciel, mais résultent précisément des politiques de « libre-échange » mises en place depuis trois décennies.

## LES MARCHÉS LIBRES N'EXISTENT PAS

Dans le conte du « libre-échange », la première erreur fondamentale consiste à séparer l'Etat du marché, comme s'il s'agissait de deux entités distinctes. Or, rien n'est plus inexact. Les marchés sont une création des pouvoirs publics, qui mettent en place les lois et règlements grâce auxquels les marchés peuvent fonctionner (par exemple, la loi stipule l'existence de la propriété privée ou prévoit les modalités de constitution d'une société anonyme). Pour être respectés, ces lois et règlements doivent s'accompagner d'institutions répressives (comme les forces de police ou les tribunaux) qui permettront d'arrêter un fabricant de contrefaçons ou un voleur dans un magasin. Plus important : les marchés peuvent se construire sur base de règles légales très différentes, en fonction des valeurs dominantes d'une société. Par exemple, aux Etats-Unis, les armes à feu sont en vente libre car le droit à « l'autodéfense armée » passe avant le droit à la vie... des nombreux morts que ce choix politique provoque immanquablement.

Bref, négocier un accord de « libre-échange » ne consiste pas à retirer les « entraves étatiques » aux échanges, mais bien à décider de changements politiques radicaux dans le fonctionnement des

marchés. En créant des marchés géographique-ment de plus en plus étendus, englobant un nombre exponentiel de consommateurs (11 millions pour la Belgique, 508 millions pour le marché européen, 820 millions en cas de constitution d'un marché transatlantique...), le monde politique ouvre la porte à un jeu dangereux : celui des fusions-acquisitions internationales d'entreprises. Soit une logique cannibale où la question qui se pose aux entreprises est : *qui mangera le plus vite l'autre ?* De fusions en acquisitions, des Géants marchands naissent pour organiser leurs activités à l'échelle du monde. Selon une logique pyramidale extrêmement hiérarchisée, un centre impérial (le conseil d'administration) déploie ses bastions et forteresses (usines, comptes bancaires off-shore, centres de recherche, réseaux pour accéder aux matières premières...) avec une ambition précise : accumuler le plus d'argent possible dans les caisses. Un argent qui servira tantôt à entretenir la logique de croissance impériale du Géant marchand, mais qui nourrira également l'appétit monétaire insatiable de ses actionnaires et hauts-dirigeants.

Sur le plan social, cette naissance de Géants marchands provoque un effet catastrophique : il éloigne les centres réels de décisions (conseils d'administration) des lieux de production. Ainsi, la création du marché européen fut un coup très dur pour les travailleurs : s'il n'est déjà pas facile de négocier des conditions de travail (horaires, salaires...) avec un patron autonome (gérant sa propre entreprise), il est encore plus difficile d'y parvenir lorsque le patron vous faisant face n'est qu'un pantin obéissant aux ordres venus de Londres, Genève, Paris ou Chicago. D'autant que les Géants multinationaux, s'ils sont malins (et ils le sont souvent), démultiplient les usines capables d'effectuer les mêmes types de productions. Du coup, il leur est facile d'orchestrer une mise en concurrence des différents sites de production pour choisir celui où les travailleurs offrent un optimum magnifique : des rendements de production élevés pour de faibles rémunérations...

Bien entendu, cette logique antisociale n'est pas sans rapport avec un autre problème évoqué plus haut : la constitution d'un réseau complexe de firmes sous-traitantes, où l'on ne sait plus très bien qui fait quoi, ni comment, ni pourquoi. Une opacité d'où naissent les scandales sanitaires que les autorités nous promettent de réguler alors qu'elles en ont de moins en moins les moyens.

Car sur le plan démocratique, l'existence du « libre-échange » international produit également des effets délétères. D'un côté, nous avons des pouvoirs publics « locaux », attachés à un territoire particulier. De l'autre côté, nous avons des Géants multinationaux libres de se déplacer (avec leurs investissements, leurs lieux de production et les emplois qu'ils génèrent) où bon leur semble dans un espace englobant des pays très différents. Des pays qui se distinguent notamment par leur culture, les goûts et compétences de leur populations, mais aussi par leurs exigences en matière d'impôts sur les entreprises, de financement de la Sécurité sociale et de sérieux (ou non) dans la définition des normes légales environnementales, sanitaires, sociales... Evidemment, les Géants multinationaux ne sont ni neutres ni bienveillants face à de telles législations : à leurs yeux, le social, le fiscal ou l'environnement sont autant de contraintes financières qui nuisent à l'optimisation des bénéfices. Or, grâce au « libre-échange » qui leur permet de circuler d'un pays à l'autre, les Géants multinationaux n'ont que l'embarras du choix entre toutes les législations (contraintes) existantes...

La suite, nous la connaissons bien. D'un côté, les Géants multinationaux délocalisent (ou menacent de le faire) si les gouvernements ne revoient pas à la baisse leurs exigences environnementales, fiscales ou sociales. De l'autre côté, des gouvernements nationaux rivalisent d'ingéniosité pour offrir cadeaux fiscaux, travailleurs flexibles et contraintes environnementales minimum à des investisseurs ravis. Et le conte féérique du « libre-échange » de nous mener au cauchemar : Un cauchemar fait de délo-

calisations et de restructurations d'entreprises, de pertes d'emplois et de finances publiques en berne, un cauchemar où nous tombons du lit pour heurter une réalité qui fait mal!

### LA CRÉATIVITÉ PRIVÉE PEUT ÊTRE TOXIQUE

Et pourtant, la descente aux enfers n'est nullement finie. Car la mise en concurrence internationale des entreprises génère bel et bien un des effets attendus: une créativité technologique accrue (écrans plats dernière génération, ordinateurs de plus en plus puissants, smartphones multifonctions, tablettes tactiles dernier cri, etc.). Émerveillés par ces bijoux modernes, les adultes sont comme des enfants: ils dorment sans soucis car de gentilles entreprises s'occupent de créer les produits et l'envie de les posséder dont ils ont besoin pour se sentir bien. Et nous fermons les yeux. Et nous nous laissons bercer de douces illusions. Et nous travaillons, heureux d'engranger l'argent qui nous permettra de satisfaire la foule de nouveaux besoins, chimères commerciales en expansion dans nos cœurs et nos têtes...

Dans ce rêve éveillé, un monstre sournois nous échappe: loin d'être toujours un bienfait, la créativité marchande peut s'avérer extrêmement toxique. Ainsi, la crise financière des «subprimes» est étroitement liée à l'ingénierie des grandes banques américaines: pour gagner plus d'argent, celles-ci ont trouvé commode de bâtir d'immenses tours financières, où chaque «appartement» renferme un crédit différent (prêt étudiant accordé par une banque locale en Floride, prêt pour l'achat d'une voiture accordé par une banque locale à Washington, prêt immobilier accordé par une banque du Missouri...). Grâce à cette titrisation bancaire, de nombreux crédits différents ont pu être agglomérés dans un seul titre financier. Selon Wall Street, l'avantage était d'offrir une plus grande sûreté aux investisseurs potentiels: en mélangeant des prêts entièrement différents, on diminuait considérablement les risques que tous les paiements fassent défaut au même moment. Mais Wall Street ne pipait mot sur la manière dont elle bâtissait ses tours financières: l'idée-phare n'était pas de faire un produit plus sûr, mais bien de cacher de vilains moutons noirs (prêts pourris) derrière de merveilleux moutons blancs (prêts fiables). Pour le dire autrement, Wall Street parvint à gagner beaucoup d'argent en faisant passer des squats de piètre qualité (crédits financiers insolubles) pour des

appartements de luxe haut-de-gamme. Un art de la dissimulation qui dura quelques années, vit les banques rivaliser d'ingéniosité pour convaincre des personnes insolubles de contracter de nouveaux crédits, jusqu'au jour où tout s'effondra... et qu'il fallut l'aide massive des finances publiques (4 600 milliards d'euros rien que pour les pays européens) pour sauver les banques de la faillite.

Des exemples d'ingénierie marchande toxiques existent également dans les secteurs agroalimentaire, chimique, énergétique, pharmaceutique, etc. De la création de l'essence avec plomb (dans les années 1920) à l'ajout d'additifs cancérigènes dans le tabac, de la promotion mondiale de l'amiante à la diffusion planétaire d'innombrables substances toxiques (PCB, pesticides, perturbateurs endocriniens...), l'histoire des Géants marchands est hélas jonchée de mensonges éhontés - allant de la simple propagande aux manipulations scientifiques les plus viles - afin de promouvoir la vente exponentielle de produits rendant malades (ou tuant à petit feu) plantes et animaux, hommes compris.



Voilà pourquoi, loin de conduire à des jours meilleurs, le conte du «libre-échange» est dangereux. Il accorde aux multinationales un incroyable pouvoir: celui de mettre en concurrence travailleurs et gouvernements, tout en déployant une ingénierie technologique qui peut s'avérer extrêmement toxique pour la santé des gens et les finances publiques. Et lorsque vient la catastrophe majeure (comme une crise financière américaine ou un accident nucléaire à Fukushima), la réponse des pouvoirs publics est de faire assumer aux populations les dégâts générés par les Géants du monde marchand (en sauvant les banques de la faillite, ou en nationalisant la multinationale japonaise de l'énergie Tepco).

Hélas, ce n'est même pas le plus grave. Le plus grave vient du fait qu'on soit incapable de poser le constat d'échec: le «libre-échange» n'est pas une promesse d'avenir radieux, mais bien un chemin vers le chaos et la destruction. Faute d'un tel constat d'échec, nous continuons à voter pour des partis politiques qui sont comme des enfants en plein cauchemar. Ils s'époumonent et s'agitent: «c'est la crise», «le chômage augmente», «les investisseurs n'ont plus confiance», «la Sécurité sociale coûte trop cher»... Incapables de réfléchir, tétanisés de peur, tels des enfants adorant qu'on leur raconte toujours la même histoire, ces élus politiques manquent de sagesse et optent pour la solution la plus bête.

Inlassablement, ils répètent le mantra magique qui nous détruit inexorablement: il était une fois, au pays de l'expansion commerciale, des gens heureux qui rêvaient de transformer un marché européen en marché transatlantique...

B.P.

### LA SANTÉ

«Étant donné la croissance mondiale de la demande en soins médicaux pour la décennie à venir, et pour autant que les bonnes politiques soient adoptées, le secteur de la santé peut être le déclencheur d'une augmentation soutenue des exportations américaines, tandis que l'Union européenne constitue une région particulièrement appropriée pour une initiative commerciale majeure»

Alliance pour des soins médicaux compétitifs (Regroupe des assureurs, des fournisseurs de soins, des industries pharmaceutiques et d'autres sociétés impliquées dans les soins de santé aux États-Unis)  
3 février 2012

Illustration: Sophie Le Gellec

## PETIT VOYAGE AU PAYS DES GÉANTS

Au pays des Géants, vivent de puissants empires marchands aux moyens financiers plus imposants que ceux de nombreux états. Dotés d'un amour propre considérable, ces Géants adorent faire leur promotion (et celle de leurs produits); à l'inverse, ils sont frappés d'amnésie quand il s'agit d'aborder le côté sombre de leurs comportements.

Jadis membre de l'IG Farben (l'empire chimique allemand à la solde des nazis), la société Bayer résume ses 150 ans d'existence sous la formule suivante: «Bayer: 150 ans - Science Pour Une Vie Meilleure». Un slogan qui fait écho à celui d'une autre firme chimique, le groupe américain DuPont, qui adoptait en 1935 la devise: «Vivre mieux grâce à la chimie».

La tribu des Géants aime donc se présenter sous son meilleur jour, œuvrant au progrès de l'humanité à travers une foule d'innovations technologiques censées nous conduire vers des lendemains qui chantent. Cependant, de la coupe aux lèvres, le breuvage offert peut s'apparenter à un liquide des

plus toxiques. Ainsi, au moment où il inventait le nylon (une matière qui a gagné le cœur des femmes et colorié de sensualité l'imaginaire collectif), la multinationale américaine DuPont défendait aussi becs et ongles un poison doublement mortel: l'essence avec plomb (ce dernier étant alors parfaitement connu pour son extrême toxicité). Un poison que DuPont commercialisait en compagnie de General Motors et d'Exxon par le biais d'une firme dont ils étaient les actionnaires: l'Ethyl Corporation.

Comme quoi, il ne faut jamais prendre pour argent comptant le discours enchanteur des firmes privées. Pour les comprendre, il faut s'intéresser de près à leurs pratiques internes et à leurs com-

portements de groupes. Car les Géants, s'ils se font concurrence sur les marchés, savent parfaitement s'entendre lorsqu'ils font face à des intérêts communs. Et dans un univers nommé capitalisme, où l'accumulation d'un capital toujours plus grand est la loi, le premier horizon partagé par les Géants est de continuer à grandir afin de gagner en influence dans leur «tribu» extrêmement hiérarchisée. Et pour y parvenir, les Géants ont trouvé un filon qui marche: convaincre le monde politique d'adhérer au conte du «libre-échange» (cf. pages 10-11) grâce auquel ils pourront se manger les uns les autres au cours de fusions-acquisitions de plus en plus titan-  
esques.



Illustration: Chloé Perreau

### LE TRANSPORT ET L'INNOVATION

« Telle que nos économies sont à présent interconnectées, nous ne pouvons atteindre un marché transatlantique libre de toutes entraves sans étendre et renforcer le flux des voyageurs et des travailleurs. Le Transatlantic Business Dialogue pense que les technologies existantes devraient être utilisées pour permettre à tous les voyageurs de traverser aussi vite que possible, et sans tracasseries, les aéroports. [...] La capacité à faire des affaires, à rester compétitifs et innovants, repose sur la possibilité de recruter les esprits les meilleurs et les plus brillants, à transférer des employés sans se soucier de leur nationalité, et à développer les relations d'affaires et d'investissements (vis-à-vis des clients, des fournisseurs et des partenaires) au-delà des frontières nationales. Le mouvement international des gens accroît la capacité à être innovant ».

Transatlantic Business Dialogue - Novembre 2011

### LA CHIMIE

« Dans les analyses d'impact réglementaires d'un produit chimique, rien ne devrait conduire à révéler des informations confidentielles, et notamment des informations qui pourraient compromettre un intérêt commercial et financier si elles étaient découvertes [...] »

Conseil de la Chimie Américaine (ACC) & Conseil de l'Industrie Chimique Européenne (CEFIC) - Octobre 2012

### LA TRIBU DES GÉANTS À LA RECHERCHE DE L'EXPANSION

On pourrait remonter soixante ans en arrière. Atterrir en pleine guerre froide, dans les années 1950, et détailler la manière dont les services secrets américains et certains Géants made in USA - les Fondations Ford et Rockefeller, par exemple - s'entendirent pour financer divers mouvements (culturels et politiques) favorables à l'unification économique des nations européennes. Une stratégie visant alors à dresser un rempart contre l'ogre soviétique, mais également à écouler les surplus industriels provenant de chez l'Oncle Sam.

Contentons-nous ici de remonter à l'année 1983. Aux 6 et 7 avril plus exactement, lorsque 17 chefs d'entreprises se réunissent à Paris à l'initiative de Pehr Gyllenhammar (patron de Volvo), lequel a notamment convié les dirigeants de Fiat et Renault, de Saint-Gobain (dont l'amiante est alors l'une des activités-phares), de Nestlé, de Thyssen, de Siemens, de Philips... Ensemble, ces Géants fondent un clan nommé la Table ronde des industriels. Une Table ronde qui a un premier objectif en tête : élargir l'horizon commun de toutes ces firmes privées en quittant les étroites frontières des marchés nationaux pour fonder un immense marché européen. Un marché européen basé sur des lois juridiques précises : libre-circulation économique, possibilité d'achats et de fusions d'entreprises, course à la compétitivité... Un message reçu alors cinq sur cinq par la Commission européenne, dont deux représentants (les commissaires au Commerce et aux Affaires monétaires Etienne Davignon et François-Xavier Ortoli) assistent à la réunion inaugurale de la Table Ronde. Surtout, les propositions de la Table ronde des industriels vont pratiquement être « copiées-collées » par Jacques Delors, qui devient président de la Commission européenne en 1985 et transforme le vœu des industriels en un Traité politique : l'Acte unique européen. Signé en 1986 par les douze pays alors membres de l'Europe, ce Traité marque la naissance du marché unique européen.

Un an après cette signature, en 1987, cinq Géants membres de la Table ronde fondent un nouveau clan nommé l'Association pour l'union monétaire européenne (AUME). L'idée de Fiat, Philips, Rhône-Poulenc, Solvay et Total était alors de compléter le marché unique (dont les règles de fonctionnement étaient en cours de négociations politiques) en le dotant d'une monnaie unique. Le principe est acquis en 1992, lorsque dix des douze pays membres de l'Europe ratifient l'ensemble du Traité de Maastricht dont l'une des décisions-phares est la création de l'Euro <sup>(1)</sup>.

Bien entendu, les Géants ont interprété leur succès à obtenir des victoires politiques comme une fameuse incitation à s'aventurer plus loin. C'est pourquoi la Table ronde des industriels existe toujours de nos jours (avec une cinquantaine de membres issus de l'agroalimentaire, de l'automobile, de la chimie, de la finance, du pétrole, des télécommunications...) et des projets souvent couronnés de succès (citons notamment le développement des réseaux de TGV à travers l'Europe et l'insertion de critères d'évaluation privée dans l'enseignement). Mais de nombreux Géants lorgnent également vers un horizon plus large, vers un marché encore plus grand, vers une fusion transatlantique des marchés américain et européen.

### LES CLANS DE L'EXPANSION TRANSATLANTIQUE

Parmi ces clans, l'un des plus actifs et des plus influents est la constellation des Chambres américaines de commerce (AmCham). De quoi s'agit-il ? D'un vaste réseau planétaire rassemblant, à l'échelle d'une région ou d'un pays, des entreprises locales (qui commercent avec l'Oncle Sam) et des entreprises américaines. Le but de cette toile d'araignée consiste à intensifier les relations commerciales entre les Etats-Unis et les innombrables nations dans lequel AmCham a implanté ses réseaux. Au niveau européen, AmCham a ainsi un relais établi dans chaque pays et dispose en outre d'une antenne travaillant directement à l'échelle de l'Union européenne. Si les antennes nationales fédèrent des entreprises de toutes tailles, le relais européen rassemble environ 140 Géants et non des moindres puisqu'on y trouve notamment American Express et MasterCard, Monsanto et Coca-Cola, JP Morgan et Goldman Sachs, IBM et Microsoft, Google et Facebook, British American Tobacco et Philip Morris International, Time Warner et Walt Disney, ainsi que le trio DuPont/Exxon Mobil/General Motors qui gagna jadis énormément d'argent en vendant de l'essence plombée.

Depuis le milieu des années 1990, le Conseil d'affaires Europe-Amérique et le Dialogue transatlantique du monde des affaires s'échinent également à convertir le monde politique à la fable du « libre-échange » transatlantique. Composés eux aussi de puissantes multinationales, ces deux groupes de pression ont décidé d'unir leur force et ont fusionné, au début de l'année 2013, pour former un seul clan : le Conseil d'affaires transatlantique. Lequel compte aujourd'hui parmi ses membres des Géants américains et européens tels qu'Audi, Deutsche Bank, Deutsche Telecom, Ford, Philips, Siemens, Umicore mais aussi... pas mal de multinationales déjà membres du clan précédent (AmCham Europe).

Tous ces clans de Géants (nommés lobbies) influencent le monde politique de différentes façons. Certains créent des groupes thématiques portant sur tous les sujets de société : agriculture et alimentation, économie digitale, emploi et social, environnement, propriété intellectuelle, services financiers, soins de santé, sécurité et défense, transports et énergie... Des sujets évidemment abordés selon l'angle de vue des Géants (la priorité est d'amasser le plus d'argent possible) qui peuvent y travailler de différentes façons : tantôt, un groupe thématique rédigera un rapport général (analyse, constats, perspectives) dans lequel il distillera ses conseils ; tantôt, un groupe thématique rédigera des

notes techniques, par exemple en amendant à l'aide d'un vocabulaire juridique pointu un texte législatif en cours d'élaboration dans des instances officielles.

Bien entendu, pour voir leurs tentatives d'influence couronnées de succès, les Géants ont besoin de relais à tous les niveaux stratégiques de décision (ce qui inclut la politique, mais aussi les institutions internationales, le monde diplomatique, les états-majors militaires, voire d'obscurs fonctionnaires directement en charge d'un dossier politique). Pour y parvenir, les lobbies de Géants multiplient les événements (conférences, forums, journées d'étude) où se rencontrent les élites issues de tous les milieux, et réservent à leurs membres les plus huppés (c'est-à-dire ceux payant les cotisations les plus élevées) des diners et déjeuners en comité restreint avec des décideurs de haut-vol.

À ce petit jeu qui consiste à dresser des ponts entre la tribu des Géants et le monde des décideurs, le Réseau de gouvernance transatlantique mérite assurément une distinction. Constitué au début des années 1990, le Réseau de gouvernance transatlantique est un clan d'un genre particulier. Comme les lobbies dont nous venons de parler, il réunit de puissantes multinationales telles qu'Allianz, BASF, Boeing, Citigroup, Coca-Cola, Deutsche Bank, Dow Chemical, IBM, Michelin, Microsoft, Nestlé, Time Warner, Walt-Disney... Cependant, sa vraie force tient au fait d'associer à ces Géants des membres issus du monde politique, américain (5 sénateurs et

32 élus à la Chambre des Représentants) comme européen (60 députés européens, soit près de 8 % de l'ensemble des élus politiques actuels). Ni les multinationales membres, ni les élus politiques adhérents ne sont choisis au hasard. Tous sont évidemment favorables à un rapprochement commercial entre l'Europe et les États-Unis, mais tous disposent également d'une capacité d'influence dans leur secteur d'activités (ou leur groupe politique) respectif. Ainsi, sur les 22 commissions thématiques existant au sein du Parlement européen, un tiers est actuellement présidé par un élu politique membre du Réseau de gouvernance transatlantique. Parmi ces commissions sous influence, on retrouve bien entendu celle qui a directement en charge les travaux parlementaires associés aux négociations transatlantiques : la commission du Commerce international, présidée par le portugais Vital Moreira. De fait, le Réseau de gouvernance transatlantique est le relais direct des multinationales au sein des institutions parlementaires américaines et européennes. Ainsi, ce n'est pas un hasard si l'actuel cheminement politique du projet suit un script défini par le Réseau de gouvernance transatlantique dès... octobre 2011.

C'est ainsi : le conte du « libre-échange » transatlantique n'est pas une initiative politique, mais une histoire écrite par de puissants lobbies associant des Géants rêvant de devenir toujours plus grands. Pour être sûrs de parvenir à leurs fins, ceux-ci ont récemment créé un super-clan, une fédération de sept lobbies pro-transatlantique nommée l'Alliance

marchande pour un partenariat de commerce et d'investissement transatlantique. Outre les différents clans transatlantiques déjà mentionnés plus haut, cette Alliance accueille également Business Europe qui associe 41 fédérations patronales (comme la Fédération des entreprises de Belgique) issues de 35 pays différents. Le but de cette Alliance de Géants est toujours le même : obtenir du monde politique un renforcement de la compétitivité internationale. Une compétitivité dont ils abuseront ensuite pour dire qu'il faut aider les entreprises à survivre dans une concurrence impitoyable, justifiant ainsi de fermer les yeux sur toutes les pratiques ignobles dont les Géants sont capables. Avec une impunité presque totale tant les regards sont aujourd'hui fixés sur la nouvelle incarnation du mal : l'ogre terroriste.

### B.P.

(1) Le Danemark et le Royaume-Uni avaient alors décidé d'être membre de l'Europe sans adopter l'Euro.

Pour aller plus loin: Les lobbies mentionnés possèdent un site officiel (en anglais): <http://www.ert.eu/>; <http://www.amchameu.eu/>; <http://transatlanticbusiness.org/>; <http://www.tponline.org/index.html>; <http://www.businessseurope.eu/Content/Default.asp>.

La rubrique « Actualités » du site [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be) (dont nous reparlerons en fin de dossier) donne davantage de détails sur les votes transatlantiques des députés européens. Enfin, les personnes désireuses de retrouver le fil conducteur qui a mené l'Europe à épouser les vues du Réseau de Gouvernance transatlantique pourront se reporter sur l'article Europe-Etats-Unis: chronique d'un mariage annoncé, publié sur: <http://www.econospheres.be/spip.php?article358>.

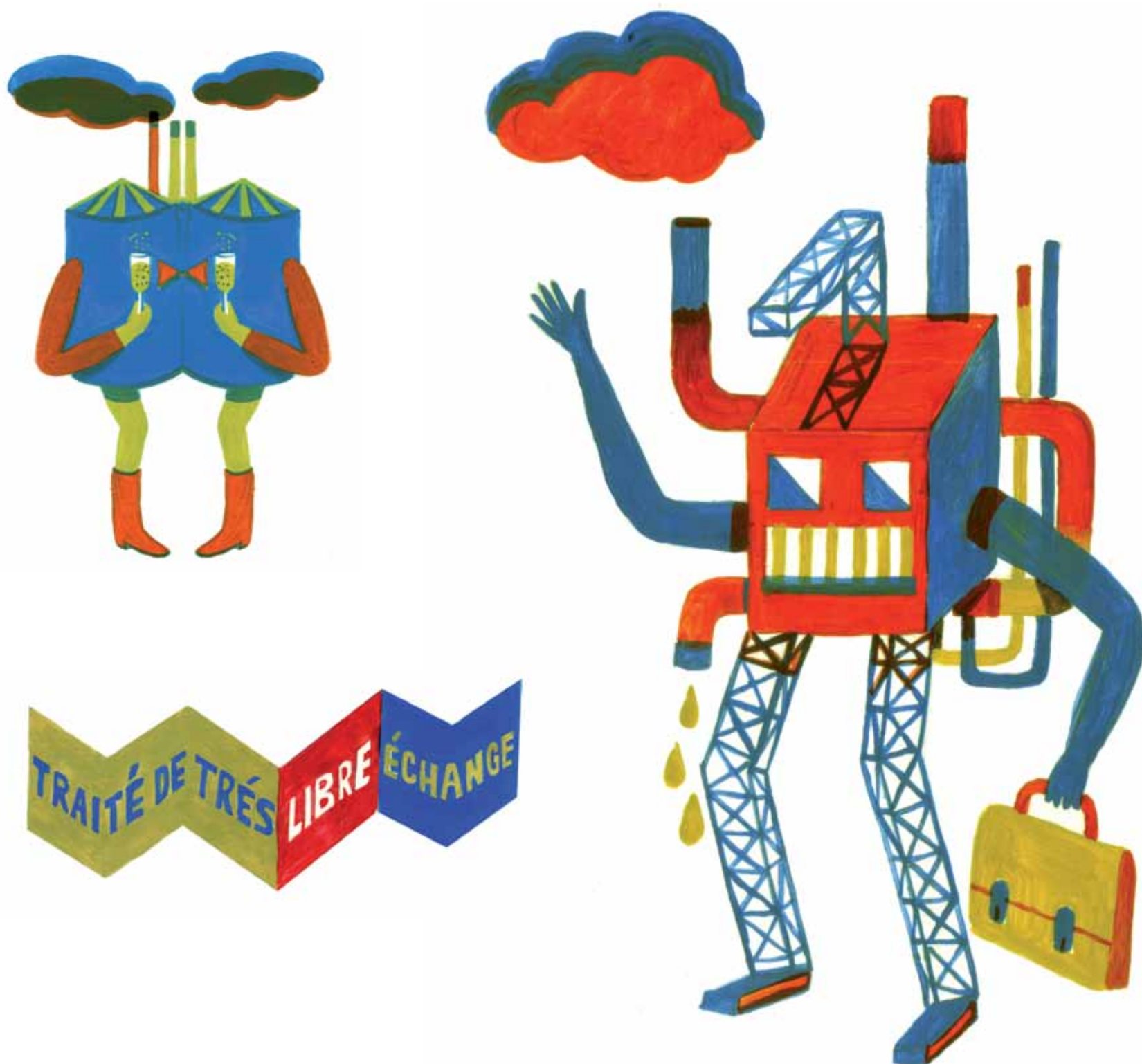


Illustration: Chloé Perreau

# L'OGRE TERRORISTE VIENDRA TOUS NOUS MANGER CE SOIR

Il était une fois, dans un monde pacifiste, un ogre terroriste qui aimait faire le mal autour de lui. Nomade, cet ogre affreux n'est attaché à aucun territoire particulier. Il se déplace au gré des régions acceptant de l'accueillir, d'où il fomente de sanglantes attaques pour frapper, par surprise, les populations qu'il déteste. Particulièrement dangereux, ce monstre est également insaisissable tant est grande sa faculté à se cacher partout, y compris au sein de la population. Ce qui justifie, pour les autorités, la mise en œuvre de politiques liberticides particulièrement poussées...

La vie privée a longtemps été considérée comme un droit fondamental. Pourtant, depuis de nombreuses années, les autorités multiplient la surveillance et les contrôles invisibles de la population. Ainsi, lorsque les pays européens prirent la décision de créer un marché commun entraînant une libre-circulation des capitaux, des marchandises et des personnes, une question se posa très vite: comment allait-on faire pour contrôler les gens? L'une des réponses apportées fut de collecter toutes sortes de données privées, pour les conserver sur des serveurs informatiques et les mettre à disposition des «personnes autorisées» (les forces de l'ordre, par exemple). Si cette politique a commencé modestement (avec un nombre de données collectées restreint et encadré légalement), elle n'a cessé de gagner en ampleur depuis. Pour ne prendre qu'un exemple, en 2006, une Directive européenne imposa à tous les Etats-membres d'adopter des législations visant à collecter et conserver toutes les métadonnées liées à nos communications (téléphonie fixe, téléphonie mobile, internet, courrier électronique). En gros, il s'agit de savoir qui a appelé qui, quand et durant combien de temps, avec quelle forme de technologie et depuis quelle localisation (pour l'internet).

## LA PHILOSOPHIE LIBERTICIDE DE L'ANTI-TERRORISME

Bien que directement liée à l'avènement de la «libre-circulation» des marchandises et des personnes, cette politique a cependant été justifiée au nom de la répression antiterroriste. Et comme l'ogre terroriste est un grand nomade, il convient de pouvoir faire circuler toutes ces informations entre pays amis. C'est pourquoi l'Europe a passé de nombreux accords avec les Etats-Unis, acceptant notamment d'y transférer les données Swift (comptes bancaires) et «PNR» (données en possession des compagnies d'aviation lorsque nous prenons un avion susceptible de survoler les Etats-Unis)<sup>(1)</sup>. Mais les coopérations (européennes comme transatlantiques) sécuritaires vont nettement plus loin.

L'ogre terroriste étant un monstre particulièrement dangereux, les gouvernements ont estimé nécessaire de développer des méthodes d'enquête, de traque et de répression exceptionnelles. Par exceptionnelles, on entend ici: «qui sort du cadre démocratique». Variables d'un pays à l'autre, ces méthodes autorisent, par exemple, le recours à des pièces judiciaires classées «secret défense» lors d'un procès pour terrorisme: ces pièces peuvent être utilisées par l'accusation mais ne sont pas consultables par la défense: De même, des forces de police (comme Europol, la force de police européenne) peuvent établir des listes secrètes de gens suspectés de terrorisme: leur vie privée sera alors allégrement violée (placement de caméras, interception de courriers...) sans devoir passer par le filtre, démocratique, d'un juge d'instruction. Bien qu'un peu plus contrôlées, de telles intrusions sont également possibles vis-à-vis d'avocats, médecins, journalistes... Aux Etats-Unis, le Président a carrément le droit de détenir - sans preuve et en secret - une personne suspectée de terrorisme qui ne peut guère bénéficier des services d'un avocat.

Ici encore, les coopérations internationales battent leur plein. L'Oncle Sam et l'Europe ont noué des accords transatlantiques d'extradition et de coopération sécuritaires. Entrés en vigueur en 2010, ceux-ci autorisent des équipes policières

américaines à venir travailler sur le sol européen, et légalisent l'utilisation de la vidéoconférence pour récolter des témoignages (ou des aveux) dans le cadre de procédures judiciaires. Surtout, ils facilitent grandement l'extradition (de l'Europe vers les Etats-Unis) de personnes recherchées par les autorités américaines<sup>(2)</sup>. Cette coopération sécuritaire transatlantique se situe dans le prolongement d'accords européens répondant à la même logique. Ainsi, dans le cadre de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice européen (créé en 1997), un mandat d'arrêt européen a vu le jour en 2004. Partant de l'hypothèse que tous les pays membres de l'Europe sont des démocraties, le mandat d'arrêt européen met pratiquement fin au droit d'asile (par exemple pour persécution politique) entre pays européens. Pour autant qu'elles répondent à certains critères minimum, comme le fait de pouvoir donner lieu à une peine de prison d'au moins trois ans, les demandes d'extradition doivent être avalisées entre pays européens. En outre, un pays A peut réclamer l'extradition d'une personne à un pays B au nom d'une loi qui n'est en vigueur que dans le pays A. Autrement dit, le mandat d'arrêt européen organise une sorte de «libre-circulation» du droit pénal national partout en Europe.

## LE RETOUR D'ANCIENS CAUCHEMARS TRANSATLANTIQUES ?

Bien entendu, les autorités se veulent rassurantes: toutes ces mesures liberticides (espionnage, recueil de données, méthodes d'enquête et de répression exceptionnelles) visent à assurer notre sécurité. Elles n'ont qu'une ambition: repérer au plus vite, pour le mettre hors d'état de nuire, tout ogre terroriste caché dans la population. Pour le reste, «les gens qui n'ont rien à se reprocher» n'ont rien à craindre: nous sommes en démocratie, et ils peuvent continuer à vivre tranquille. Un discours officiel qui cadre mal avec les révélations d'Edward Snowden dénonçant un espionnage américain, généralisé au point de ne pas épargner ses amis (cf. page 9). Un message officiel, surtout, qui cache mal la nature subjective des nouvelles formes de répression anti-terroristes.

Comment les autorités définissent-elles ce qu'est un acte terroriste? Est-ce recourir à la violence et à la terreur plutôt qu'au débat politique? Pas du tout: Au niveau de l'Union européenne, la liste légale des actes terroristes englobe aussi bien des délits criminels (comme prendre un otage ou tuer une personne) que des faits relevant davantage du droit de manifester. Par exemple, la «capture d'aéronefs et de navires ou d'autres moyens de transports de droit commun» est une infraction potentiellement terroriste. Or, c'est pour un acte quasi similaire (l'abordage sans violence d'une plateforme pétrolière en construction dans l'Arctique) que des militants de Greenpeace viennent d'être poursuivis, par la justice russe, pour «piraterie en bande organisée». En Europe, la «provocation publique à commettre une infraction terroriste», par exemple en distribuant des tracts pour une association jugée terroriste, ou la «menace de commettre l'un des comportements» considérés comme terroristes, relèvent également du terrorisme. Ainsi, une personne distribuant des tracts, appelant à résister face à une intervention militaire atlantique dans un pays étranger, est tout à fait susceptible d'être qualifiée de terroriste.



PASSAGE SOUTERRAIN POUR L'ACCÈS AU TEXTE DE LA PLATEFORME CONTRE LE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Illustration: Lucy Watts

## LIBERTÉS MARCHANDES ET POLITIQUES SÉCURITAIRES

Cependant, pour distinguer un délit de droit commun d'un acte terroriste, c'est finalement l'intention des auteurs qui compte. Ce que l'Europe formule comme suit : l'ogre terroriste se reconnaît par le fait qu'il tente de « gravement intimider une population » ou de « contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque »<sup>(3)</sup>. Oui mais... comment distinguer une contrainte démocratique (comme le droit de grève) d'une contrainte « indue » (donc terroriste) ? La réponse fait froid dans le dos : ce sont les autorités, les forces de police et les services secrets qui sont juges et partie. C'est sur leur bienveillance qu'il faut compter pour distinguer, dans la population, un mouvement social critiquant en toute légalité leur politique, d'un ogre terroriste maltraitant injustement le gouvernement.

Le principe de séparation des pouvoirs est donc largement bafoué. Une décision d'autant plus grave que le passé transatlantique est lourd de dérives sécuritaires profondément antidémocratiques. Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, les services secrets américains ont enlevé, sur le sol européen et en toute illégalité, plus d'une centaine de personnes afin de les expatrier discrètement vers des pays « amis », où il était possible de recourir à la torture pour les interroger<sup>(4)</sup>. Un bras d'honneur à la démocratie nullement exceptionnel. Durant toute la guerre froide, dans leur combat acharné contre l'ogre communiste, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis mirent en place un réseau d'armées nationales clandestines. Créées avec l'aide de la CIA et coordonnées par l'OTAN, ces armées de l'ombre étaient censées résister, de l'intérieur, à une éventuelle invasion du territoire européen. Cependant, un seul ennemi étranger potentiel fut identifié : l'ogre communiste. Du coup, les Parlements (composés partiellement de communistes) n'ont jamais entendu parler de ces armées secrètes, connues de rares initiés (quelques hauts responsables politiques et militaires, services secrets...). Pire : les anciens nazis et militants d'extrême-droite ont été très sollicités pour le recrutement des soldats de l'ombre.

Partout, ces armées clandestines de l'OTAN ont été utilisées à des fins liberticides : espionnage des mouvements pacifistes, diffusion d'une propagande électorale anti-communiste... Dans les dictatures de Turquie ou d'Espagne (du temps de Franco), ces armées de l'ombre étaient carrément intégrées aux forces répressives des régimes en place. Ailleurs aussi, les armées de l'ombre furent impliquées dans des actes de terreur, comme le renversement de la démocratie grecque en 1967, ou la participation au terrorisme des « années de plomb » en Italie. De 1969 à 1987, environ 15 000 actes de violence politique furent commis sur le sol italien, tuant 491 personnes et faisant plus de mille mutilés. Systématiquement associés à l'extrême-gauche, ces attentats étaient parfois... l'œuvre de l'État et des services secrets militaires italiens qui recouraient à la terreur pour en accuser la gauche, pratiquant ensuite des arrestations massives dans les milieux communistes et socialistes. C'est d'ailleurs grâce au travail d'enquête minutieux d'un juge italien, cherchant à faire toute la lumière sur un attentat à la voiture piégée remontant à 1972, que fut découverte, en 1990, l'existence de l'armée de l'ombre italienne... et de ses petites « sœurs » similaires dans tous les pays membres de l'OTAN.

Etrangement, la lumière n'a jamais été faite sur la hiérarchie des responsabilités dans ces actes de terreur transatlantique. Ainsi, les États-Unis en sont toujours à la thèse du « nous n'infirmons ni ne confirmons cette hypothèse ». Certains pays européens mirent en place des commissions d'enquête parlementaire, qui finirent toutes par s'enliser sous l'inertie de majorités politiques trop mouillées dans cette histoire. Quant à l'Europe, après une déclaration courageuse du Parlement européen en 1990, elle ne fit rien qui puisse déplaire aux États-Unis. Comme on l'a vu, des coopérations sécuritaires transatlantiques sont même nées, mettant en œuvre des législations de plus en plus liberticides.

Loin de viser exclusivement (voire principalement) l'ogre terroriste, ce cadre pénal renforcé suit en fait de très près les politiques de « libre-échange ». Dans un cas comme dans l'autre, il est question de faciliter la mobilité internationale des biens, des services, des lieux de production et du capital, mais aussi du droit pénal, des forces de police, des décisions judiciaires, des personnes recherchées par les autorités et des informations (parfois très personnelles) concernant des objets et des personnes, emmagasinées dans des banques de données. Le second trait commun (entre marché et espace sécuritaire internationaux) réside dans la volonté politique : qu'elle soit pénale ou commerciale, la « libre-circulation » créée n'a rien de spontanée, mais résulte d'un long processus de négociation internationale. Certains gouvernements, variant selon les thématiques, s'accordent pour adopter des normes communes, harmoniser des législations, reconnaître le bien-fondé de leurs décisions respectives (qu'il s'agisse de lancer un nouveau produit sur les marchés, ou d'extraire de la circulation un individu jugé suspect). Chemin faisant, des institutions naissent, les coopérations se multiplient, et tels deux fils entrelacés, les mondes marchands et sécuritaires se nouent progressivement l'un à l'autre pour devenir inextricables.

Dans le cas du marché transatlantique, les coopérations sécuritaires ont de l'avance sur les négociations commerciales (débutées à l'été 2013). Et si l'objectif officiel reste de mettre l'ogre communiste hors d'état de nuire, celles et ceux qui se rebellent contre l'ordre établi peuvent s'attendre à vivre de futurs cauchemars. En 2012, l'Espagne a ainsi réformé son Code pénal. Surpris par les fortes mobilisations des Indignés refusant qu'on coupe les moyens de vivre aux gens modestes (jeunes comme vieux), le gouvernement espagnol a trahi cet élan populaire en le décrivant à l'aide de mots qui font peur : des « collectifs antisystème » auraient utilisé des « techniques de guérilla urbaine » pour mettre en place une « spirale de la violence » que le gouvernement s'est proposé de stopper à l'aide de réformes législatives musclées. Désormais, occuper un bâtiment contre la volonté de son propriétaire (même dans le cadre d'une manifestation) est passible de trois à six mois de prison. De même, opposer une résistance à l'autorité (par exemple en s'enchaînant les uns aux autres pour éviter une expulsion policière) est assimilé à une forme d'attentat, pouvant mener à une condamnation allant jusqu'à quatre ans de prison. Enfin, relayer un appel à manifester pour une mobilisation n'ayant pas reçu les autorisations officielles peut également être sanctionné d'une peine (maximum) d'un an de prison !

Comme quoi, dans l'évolution contemporaine du droit pénal, distinguer les ogres terroristes des politiques oppressives de l'État n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire...

**B.P.**

(1) Swift est le nom d'une compagnie privée gérant l'ensemble des communications bancaires à travers le monde (et possédant donc tous les détails sur les comptes financiers de chacun). Les données PNR reprennent des éléments comme les noms et prénoms d'un passager, son adresse, son moyen de paiement, sa place dans l'avion, les personnes avec lesquelles il voyage, le poids de ses bagages...

(2) Les textes légaux en la matière sont référencés comme suit par l'Union européenne : 22003A0719(01) pour l'accord d'extradition transatlantique, et 22003A0719(02) pour l'accord d'entraide judiciaire transatlantique.

(3) On trouvera ces critères dans le texte de base de la législation antiterroriste européenne (références 2002/475/JAI & 2008/919/JAI). Précisons que des faits plus objectifs sont également nécessaires pour qualifier une infraction de terroriste. Cependant, leur éventail est si large (par exemple : la simple distribution d'un tract) qu'il ne restreint nullement la portée subjective des lois antiterroristes.

(4) Stephen Grey en fait un article « Les États-Unis inventent la délocalisation de la torture », publié en avril 2005 dans le Monde diplomatique. Un rapport du Conseil de l'Europe est également disponible sur le sujet sous la référence AS/Jur(2006)03rev.

## IL Y A 23 ANS...

« Le Parlement européen,

A. considérant les révélations par plusieurs gouvernements européens de l'existence, depuis quarante ans, d'une structure parallèle de renseignement et d'action armée clandestine dans plusieurs États membres de la Communauté.

B. considérant que cette structure a échappé pendant plus de quarante ans à tout contrôle démocratique et qu'elle était pilotée par les services secrets des États concernés, en relation avec l'OTAN.

[...]

D. considérant par ailleurs que, dans certains pays membres, des services secrets militaires (ou des branches non contrôlées de ces services) ont été mêlés à de graves phénomènes de terrorisme et de criminalité, comme il a été révélé au cours de différentes enquêtes judiciaires.

[...]

1. condamne la mise en place de réseaux d'influence et d'action clandestins et demande que toute la lumière soit faite sur le caractère, l'organisation, les finalités et tout autre aspect de telles structures clandestines et sur les éventuelles déviations, ainsi que sur leur utilisation pour des interventions illégales dans la vie politique interne des pays concernés, le phénomène terroriste en Europe et les éventuelles complicités de services secrets des États membres ou des pays tiers;

2. proteste vigoureusement contre le fait que certains milieux militaires américains du Shape et de l'Otan se soient arrogé le droit de pousser à l'installation en Europe d'une structure clandestine de renseignement et d'action;

3. demande aux gouvernements des États membres de démanteler toutes les structures clandestines militaires et paramilitaires;

4. demande à la magistrature des pays dans lesquels on a décelé la présence de structures militaires de ce type de faire toute la lumière sur leur réalité et sur leurs agissements et invite la justice à élucider particulièrement le rôle qu'elles pourraient avoir joué dans la déstabilisation des structures démocratiques des États membres;

8. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, au Secrétaire général de l'Otan, ainsi qu'aux gouvernements des États membres et des États-Unis. »

Résolution du Parlement européen sur l'affaire Gladio, 22 novembre 1990.

Source : <http://eur-lex.europa.eu/>

# POURQUOI LES ÉCONOMISTES DEVRAIENT DESCENDRE SIX PIEDS SOUS TERRE

Née au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'économie était alors accolée d'une épithète qui la définissait comme « politique ». C'est-à-dire subjective et sensible aux mutations de la société. De nos jours, l'économie se veut une science reine, voire despote, qui veut tout régenter. Y compris notre relation à notre propre identité.

L'économie est étroitement liée à l'usage des mots. Prenez Karel de Gucht, le Commissaire européen au commerce. Voici comment il décrivait l'enjeu des négociations politiques visant à créer un marché transatlantique : « notre objectif principal est de s'attaquer aux barrières qui sont cachées derrière les frontières douanières – telles que les différences dans les régulations techniques, les normes et les certifications. Ces barrières coûtent souvent du temps et de l'argent. C'est là où nous pouvons faire de réelles économies pour nos entreprises, créer de l'emploi et apporter une plus-value aux consommateurs. » <sup>(1)</sup>

Traduisons les termes de Monsieur de Gucht : la démocratie, le travail parlementaire et le contenu des lois ne sont pas le cœur vital de la société, encore moins son fondement suprême, mais plutôt d'odieuses obstacles à l'épanouissement du commerce et de l'économie. Laquelle, pour poursuivre son expansion, doit éradiquer au plus vite toutes les « distorsions législatives » qui l'entravent.

C'est dans ce but que la Commission européenne a demandé - et reçu le 14 juin dernier - un mandat officiel pour négocier avec les Etats-Unis. Depuis, vingt groupes de négociateurs se sont mis au travail pour uniformiser les législations américaines et européennes, et si possible définir des processus communs de décision transatlantique. Ainsi, une poignée d'individus négocie aujourd'hui un ensemble de lois qui devraient, demain, réguler la vie de plus de 800 millions de personnes. Et bien que les sujets abordés soient vastes (agriculture, chimie, cosmétiques, électronique, investissements, normes sanitaires et phytosanitaires, propriété intellectuelle, services médicaux, pharmacie, règles d'origine, droit des multinationales à porter plainte contre des Etats devant des juridictions internationales, etc.), aucun gouvernement n'y a opposé son veto. Il s'est même trouvé, au Parlement européen, une confortable majorité de députés pour avaliser ce processus où la démocratie semble appelée à se dissoudre dans l'économie <sup>(2)</sup>.

## L'EXCEPTION CULTURELLE

Officiellement, il s'agit seulement de créer davantage de richesses pour sortir de la crise. Ainsi, la Commission européenne ne cesse de brandir une étude indépendante affirmant que la création d'un marché transatlantique enrichirait un ménage européen de quatre personnes de 545 € par an. Seul problème : l'étude n'est nullement indépendante, car le Centre de Recherche en Politiques Economiques

qui l'a effectuée est géré par un réseau fort proche de la Commission européenne et des milieux bancaires. Jugez plutôt : son président (Guillermo de la Dehesa) est également Vice-président de Goldman Sachs en Europe tandis que l'un de ses fondateurs (Richard Portes) fait partie des conseillers officiels du Président de la Commission européenne (José Manuel Durão Barroso). Par ailleurs, ce Centre de Recherche a pour membres institutionnels des banques centrales de différents pays (Angleterre, Belgique, Espagne, Israël, Italie, Japon, Mexique, Union européenne, etc.), ainsi que des banques privées (Barclays, BNP Paribas, Citigroup, Deutsche Bank, JP Morgan, Santander...).

Habités aux personnages retors promettant le blanc pour faire le noir, de nombreux cinéastes européens ont vivement réagi face au projet transatlantique. En avril 2013, ils ont lancé une pétition contre le rouleau compresseur américain : « *Face à des Etats-Unis dont l'industrie du divertissement est la seconde source d'exportation, la libéralisation de l'audiovisuel et du cinéma signifierait le démantèlement annoncé de tout ce qui a protégé, promu et développé la culture européenne. Cette politique, doublée d'une hyper-bienveillance fiscale pour les géants numériques américains, ressemble à s'y méprendre à une volonté consciente de mettre à genoux la culture en Europe.* »

Chose rare par les temps qui courent : cette critique de l'hégémonie économique américaine sur l'audiovisuel et le cinéma a été entendue par de nombreux gouvernements et députés européens, qui ont décidé d'exclure ces activités du mandat de négociation européen. Voilà qui n'a pas dû faire plaisir à Walt Disney ou Time Warner, deux empires marchands de l'audiovisuel particulièrement actifs dans le lobbying transatlantique. De même, la Commission européenne et certains gouvernements européens ont laissé entendre qu'ils tenteraient de faire rentrer par la fenêtre cette marchandisation de l'audiovisuel et du cinéma que d'autres venaient de chasser par la porte.

Ainsi, pour la Commission européenne et ses amis, tout est économique et l'économie est partout chez elle : la culture est donc une marchandise à faire circuler librement, et tant pis si l'Amérique possède une foule de talents (chanteurs, écrivains, musiciens, peintres, réalisateurs, scénaristes,...) ainsi qu'un impressionnant réseau médiatique pour les valoriser. En économie libérale, cela s'appelle des « avantages comparatifs » et chaque pays est censé pouvoir jouir des siens sans entraves. Mais pour celles et ceux qui contestent la mainmise marchande sur la culture, celle-ci n'est nullement

une marchandise, mais bien le cœur des identités humaines. La culture nous aide à nous définir par rapport aux autres, au temps, au monde et à nous-mêmes. Un point de vue qu'accrédite le contenu de nombreuses créations culturelles américaines.

## L'IDENTITÉ AMÉRICAINE

Pour beaucoup d'entre nous, Bugs Bunny incarne un charmant lapin faisant rire les enfants avec d'innocentes bêtises. On ignore en général le passé très patriote de ce lapin qui, dans les années 1940, participa activement à l'effort de guerre américain en étant le héros de dessins animés propagandistes. Avec un sarcasme bien senti, le Bugs Bunny de l'époque considérait les Japonais comme des êtres lâches et couards, qu'il fallait combattre sans pitié. Loin d'être exceptionnel, ce détournement de productions culturelles au service de la raison d'Etat s'est prolongé durant la guerre froide. Dans un contexte où la population européenne s'engageait avec ferveur dans des luttes sociales et syndicales, la CIA développa un ambitieux projet de guerre culturelle pour isoler la gauche radicale de la gauche modérée. L'idée était simple : dans toutes les formes d'art, il s'agissait de financer en secret des artistes ou des événements susceptibles de faire pencher le cœur des Européens vers l'Oncle Sam. Par exemple, pour contrer l'image désastreuse des politiques ségrégationnistes dans le Sud des Etats-Unis, des orchestres de musiciens noirs furent envoyés en tournée en Europe, afin de prouver le sort enviable des « personnes de couleur » aux Etats-Unis. De même, le Musée d'Art moderne de New York (alors dirigé par la famille Rockefeller) accepta, dans les années 1950, de soutenir massivement des œuvres d'expressionnisme abstrait au détriment de peintres et sculpteurs réalistes, le travail de ces derniers étant jugé trop proche des œuvres s'inspirant d'ouvriers, d'usines, de décors et paysages industriels...

Cette propagande culturelle, organisée clandestinement par la CIA de 1950 à 1967, atteignit l'un de ses objectifs prioritaires : permettre aux Etats-Unis de dépasser l'étroit statut de puissance économique pour devenir le phare incontournable de la culture occidentale. Ainsi, même sans avoir jamais mis un pied à Hollywood, Las Vegas ou New York, nous connaissons tous la physionomie de ces villes photographiées et filmées sous toutes les coutures. De même, ouvrir un livre de William Faulkner, c'est plonger dans le Sud rural des Etats-Unis. Tout comme on voyage en Louisiane en suivant la plume de James Lee Burke.

Qu'ils soient mondialement célèbres (Isaac Asimov, Mary Higgins Clark, Paul Auster, Stephen King) ou non, qu'ils s'appellent Adrian C. Louis, Bret Easton Ellis, Dan Fante, John Irving, Richard Brautigan ou encore Wally Lamb, les écrivains américains témoignent de la richesse foisonnante de la culture américaine. Laquelle promeut aussi bien des produits aseptisés que des artistes de grande qualité, y compris dans la critique de l'*American Way of Life*.

Ecouter Bruce Springsteen, par exemple, c'est plonger dans l'Amérique des gagne-petit et des laissés-pour-compte (comme ces soldats abandonnés à leurs fantômes au retour de la guerre dans *Born in the USA*), c'est faire corps avec ces êtres désabusés vivant en marge d'une société qui aiguille pourtant leurs rêves, notamment lorsqu'il est question d'amour, d'ascension sociale et de voitures (comme dans *Born to Run*, *I'm on fire*, *Thunder Road*, *Racing in the Street*...). Un espoir de succès qui heurte de plein fouet l'inébranlable mur des inégalités, notamment dans *My Hometown* où, sur fond de discriminations raciales, un enfant des années soixante rêve de s'affranchir de sa ville natale mais se retrouve, vingt-cinq ans plus tard, occupé à dire à son fils : «regarde, c'est ta ville natale»...

### LA CONTRE-CULTURE AMÉRICAINE

De fait, le réalisme social et la critique du modèle américain font partie intégrante des productions culturelles en provenance des Etats-Unis. Ainsi, la série télévisée *Sur Ecoute* met aux prises une équipe de police de Baltimore avec divers milieux criminels liés à la drogue, au recel, à la traite des femmes... La hiérarchie y est décrite en termes très crus, notamment lorsque deux protagonistes évoquent l'humour exécrable de leur supérieur :

« Il a dû se faire chier dessus.

Comme s'il avait pas l'habitude. La pisse coule vers le bas ».

D'écoutes téléphoniques en surveillance rapprochées, les enquêteurs mettent à jour les liens unissant des barons de la drogue locaux, des chefs de réseaux de prostitution et des membres haut placés dans la hiérarchie des autorités officielles, ce qui fait dire à l'un des protagonistes : « C'est le truc que tout le monde sait et dont personne ne parle. On suit la drogue, on trouve une autre affaire de drogue. Quand on suit l'argent, on ne sait pas où on atterrit ».

Loin des clichés éculés de l'économie, où l'argent semble être un bienfait d'autant plus grand qu'il se multiplie, nombre de séries américaines évoquent les contraintes, rapports de pouvoir, méfaits et conséquences inhumaines d'une vision étroitement matérielle de la vie. Ainsi, la série *Six Feet Under* (Six pieds sous Terre) dévoile le quotidien des Fisher, une famille propriétaire d'une maison de pompes funèbres où, malgré tout, la vie bat son plein. Tandis que chacun cherche sa voie, quitte à cacher sa personnalité sous un vernis d'apparat censé répondre aux désirs conformistes des autres, l'entreprise familiale *Fisher & Sons* voit défiler les morts... et les innombrables ressorts affectifs que mobilise le fait de nouer des liens avec des familles endeuillées. A cette logique humaine, faite de hauts et de bas, de respect et de faux-pas, s'opposent les normes impériales de la société *Kroener*. Véritable empire marchand de la mort, cette puissante société rêve de transformer *Fisher & Sons* en l'une de ses filiales et ne recule devant aucun coup bas pour y parvenir. Sans exagération, touchant à un moment de la vie fondamentalement fragile (celui où l'on perd un proche), la série *Six feet Under* dévoile, par moments, les dessous déshumanisés d'un monde où même la mort n'est plus qu'une marchandise. C'est pourquoi les économistes feraient bien de se perdre Six pieds sous Terre, ou encore dans les aléas

« Ce pays est dur aux hommes, bien dur. Huit miles de leur sueur arrachés à la terre du Seigneur, là où le Seigneur lui-même leur avait dit de la faire couler. Dans ce monde de péché, les hommes honnêtes et travailleurs ne peuvent pas profiter. C'est ceux qui possèdent des magasins dans les villes qui, sans sueur, vivent de ceux qui suent. »

*William Faulkner,  
Tandis que j'agonise*

sociaux de la série *Treme* qui a pour héroïne la ville et la musique de la Nouvelle-Orléans après les ravages de l'ouragan Katrina.

Dans un tout autre style, le très décrié jeu vidéo *GTA V* n'est pas qu'une odyssée faite de violence et de cynisme. C'est aussi une plongée au cœur des réalités les plus inhumaines du monde contemporain, allant du fichage informatique (par la société *Life Invader*) à la privatisation des guerres (la société *Merryweather Security Consulting* étant truffée de « mercenaires qui reviennent juste de notre guerre du pétrole ») en passant par les innombrables contenus toxiques de notre alimentation (les distributeurs de boissons affichant la mention « Délicieusement Infectés »). De même, les bienfaits du « libre-échange » sont pris pour ce qu'ils sont - à savoir : une foire aux délocalisations - tandis qu'un des personnages principaux conseille à un autre d'abandonner la petite délinquance par ces mots : « Fais des études. Tu pourras arnaquer des gens et tu seras payé pour le faire. On appelle ça le capitalisme ». Une critique sociétale qui rejoint celle de Georges Brassens dans ses *Stances à un cambrioleur*...

### LE MARCHÉ, TOUJOURS LE MARCHÉ...

Mais ne soyons pas naïfs : la contre-culture américaine n'a rien d'un univers indépendant du monde qu'elle critique. Ainsi, le jeu vidéo *GTA V* vient de battre tous les records de vente de l'industrie du divertissement en cumulant, trois jours après sa sortie, un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars. Une manne financière qui fera plaisir à la société américaine *Take-Two Interactive*, propriétaire du studio de développement *Rockstar* qui est à l'origine du jeu. De même, les séries télévisées *Sur Ecoute*, *Treme* et *Six pieds sous Terre* ont été créées par la chaîne de télévision à péage *HBO*, elle-même propriété de l'empire *Time Warner*. Quant à Bruce Springsteen, ses succès planétaires font depuis longtemps le bonheur monétaire de l'empire marchand *Sony*...

Parmi les multiples sources qui ont inspiré ce dossier, certaines (de grande qualité) nourrissent également des empires financiers. C'est le cas de *Notre poison quotidien* de Marie-Monique (publié chez *La Découverte*, une filiale du groupe *Editis* qui appartient à la multinationale espagnole *Planeta*). Dans

une moindre mesure, c'est aussi vrai pour *La fabrique du mensonge* de Stéphane Foucart et de *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle* de Frances Stonor Saunders (deux ouvrages publiés chez *Denoël*, un éditeur appartenant au géant de l'édition française *Gallimard*). Publiés chez des éditeurs indépendants, les livres suivants échappent à cette emprise : *Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale* (éditions *Agone*), *Menace sur nos neurones. Alzheimer, Parkinson... et ceux qui en profitent* (Actes Sud), *Les armées secrètes de l'OTAN* (éditions *Demi-Lune*). Quant au livre *Le grand marché transatlantique, les multinationales contre la démocratie*, son éditeur (*Bruno Leprince*) entretient des liens étroits avec le Parti de gauche français. Enfin, si *Michael Lewis* et son récit de la crise financière (*Le casse du siècle*) ont été publiés chez des éditeurs indépendants (*W.W. Norton & Company*, *Sonatine*), le passage par le format *Poche* l'a jeté dans les bras de la collection *Point*, propriété du Groupe *La Martinière* qui a noué un accord avec *Google* pour numériser ses œuvres périmées. De même, c'est par Internet et les Géants du web qu'il vous faudra passer si vous tenez à marquer votre opposition aux négociations transatlantiques en signant la pétition lancée à cet effet : [www.no-transat.be](http://www.no-transat.be).

**Bruno Poncelet**

(1) Discours prononcé (en anglais) le 21 février 2013 à la Commission du Commerce international du Parlement européen. Référence du document : Speech 13/147.

(2) Les deux seuls groupes politiques à avoir unanimement dit « non » au mandat de négociation sont ceux de la Gauche Unitaire Européenne (autrement dit, « l'extrême-gauche ») et des écologistes.

### LE SECTEUR DU PORC

L'Union européenne est l'un des marchés du porc les plus protectionnistes au monde. [...] Il y subsiste un ensemble impressionnant de barrières sanitaires et phytosanitaires non scientifiques, qui y réduisent les importations. [...] Les États-Unis sont le producteur de porcs le moins cher au monde, et en l'absence des restrictions [tarifaires européennes] et des barrières sanitaires et phytosanitaires injustifiables, l'Union européenne deviendrait un immense marché pour le porc américain de grande qualité à des prix compétitifs »

Conseil national des producteurs de porc (des Etats-Unis) - 3 février 2012

# DE TE FABULA NARRATUR

## TÉLÉVISION GRECQUE ET CARNAGES 'SOCIAUX' À RÉPÉTITION : RÉSISTANCE SYMPTOMALE OU SURSAUT SPÉCULATIF ?

Nous autres, ilotes occidentaux, étions parvenus un temps, entre 1945 et les années 80, à nous lotir moins mal que les premières générations de déracinés, c'est-à-dire à nous prémunir tant soit peu du désastre démunissant de la modernité, et ce, au prix peu modique de deux guerres mondiales joliment industrielles et formidablement carnassières. Or nous pressentons, nous savons bien désormais, d'un savoir que notre conscience le plus souvent refuse, que la méga-machine sociale globale a cessé de nous ménager. Après avoir déplacé le cœur usinant de sa classe ouvrière à la périphérie, la méga-machine sociale se met à dépecer ses pourtant très loyales strates administratives d'employés, même publics : l'affaire de la télévision grecque n'est que le dernier carnage en date, mais gageons qu'il sera oublié, à commencer des Grecs eux-mêmes, dès que Kronos dévorant ses pourtant tristes enfants frappera ailleurs demain. L'incapacité à former un discours, à mener une analyse de la situation globale du point de vue de la simple préférence accordée à la vie tient à la dérélition de ce que W. Benjamin appelait la tradition des opprimés – qui était en réalité une tradition du refus de l'oppression.

Autrement dit, les soupiraux qui s'ouvrent à nos serfs arbitres sur la froide lumière d'un cours en apparence extérieur aux murs toujours plus épais de nos cachots productifs de valeur forment des chapelets s'égrenant au rythme décidé par le service docile des Informations.

Nous (du moins : les intellectuels dont l'aire de jeu est précisément celle des conditions du jeu social moderne) n'avons plus l'initiative dans l'élaboration de l'image de ce cours. Ainsi subissons-nous atterrés l'annonce de chaque convulsion, survenant dans nos propres murs européens, d'un système en voie de décomposition comme s'il s'agissait d'une mauvaise nouvelle météorologique, en attendant que ça passe. Pour toute réponse et pour les plus 'hardis', il faudrait restaurer l'autorité d'un fantomatique Etat. Mais l'Etat n'est depuis le début du capitalisme que « le comité exécutif de la bourgeoisie », et ne peut faire que seconder une économie industrielle se substituant aux associations productives autonomes, sciant par là la branche vivante sur laquelle cette économie et lui-même reposent. La vie enchaînée est de cette économie robotique le seul fuel, que cette dernière épuise pourtant gaillardement. Mais il nous plaît davantage de croire subir les insuffisances d'un père fouettard foncièrement bienveillant en guise d'Etat que de nous savoir jetés sans retour dans la gueule de l'ogre. Le grand Autre a la peau dure, qui garantirait ultimement de ses aléas la grande aventure vivante.

### BIOCIDE ET BAROUD D'HONNEUR PHILOSOPHIQUE

Le capitalisme serait donc en train de s'auto-détruire, selon Artus et Virard, et ce serait la meilleure chose survenue depuis l'apparition de l'homo sapiens s'il n'entraînait dans sa perte, ce faisant, une part énorme de la biosphère, part énorme de l'humanité comprise. Il ne s'agit pas de plaider pour le maintien du capitalisme, pas plus d'ailleurs que pour sa précipitation à l'abîme : le capitalisme ne requiert ni ne craint nul plaidoyer. *Il se maintiendra jusqu'à l'abîme* et, à ce stade, il serait farfelu

de continuer de placer sa confiance dans le pouvoir thérapeutique de la parole, comme si cette dernière pouvait encore enrayer la mécanique infernale de la méga-machine sociale globale. Il eût fallu que cette parole soit massivement, intensément requise et proférée à proportion, *comme aux origines du monde industriel*. Non que quoi que ce soit d'autre que la parole libère, donc, mais il y a lourdement lieu de douter désormais que les bribes qui en tiennent lieu désormais soient de quelque efficace pour « surmonter le roc infranchissable » de la réalité effective, selon le mot de Hegel.

La philosophie ne cherche pas à enjoliver le mal, son activité, productive d'aucun fabricant, consiste dans des effets de vérité ; son action, en guise d'activité, qui gît dans le service du discours, dégage des possibilités d'existence exhaussant au-delà du niveau misérable à cours forcé. Mais son offre ne rencontre qu'une demande officielle artificiellement entretenue, la misère courante ayant sur la philosophie l'avantage de la familiarité et des aménagements plus ou moins bancals que cette familiarité permet. Elle serait une médecine sans patients, alors que la cuirasse psychique rendant la misère délectable somatise le symptôme ainsi rendu disponible à la médecine.

Les psychothérapies quelles qu'elles soient prétendent certes répondre à l'ambition individuelle (voire à celle de la cellule familiale, du département, du service etc.) de dénouer les écheveaux de corps entiers, ou du moins contribuer à restaurer localement, pour ces corps, la praticabilité maximum de conditions globalement impraticables, comme si la civilisation en bloc ne faisait pas par ailleurs tranquillement naufrage ; loin de nous donc de nier la relative efficacité de son conseil en aménagements soulageants du territoire inimical. Des éléments purement médicaux peuvent d'ailleurs participer de ces stratégies de réhabilitation globales de l'individu ou d'autres petites entités. Mais une médication philosophique de la politique ne se contente pas de ces accommodements par quoi de petits ensembles soutirent provisoirement un peu ou même beaucoup de décence à l'indécence générale et ne se préoccupe que de réarrangements drastiques, à échelle forcément moins modeste. C'est pourquoi, ne fournissant pas d'expédients à petite échelle, fussent-ils ponctuellement salvateurs, elle n'a jamais soigné personne en particulier, sinon en tant que jeu imaginaire, vue de l'esprit ; c'est pourquoi aussi personne ne lui demande rien, ou si peu de monde.

Or les thérapies ne soignent que des patients prêts à guérir et par là déjà engagés sur la voie de la guérison. Il est vrai que dans un climat – au sens stable de la géographie – où l'agression est la norme au point de disparaître du champ de perception, toute activité normalement satisfaisante, fût-elle professionnelle (tous ces métiers par essence étrangers au commandement et à la valeur, quand ils subsistent ou se réinventent), fait office de thérapie.

Force est de constater cependant que la philosophie ne concerne que de petites populations se frayant des trajectoires plutôt préservées des grandes violences ; mais la sensibilité s'aiguissant dans l'aisance relative renforce alors l'allergie au pire ordinaire et appelle des médications d'autant plus puissantes, des efforts de pensée plus capiteux.

Sans doute la philosophie, celle qui continue de remplir les vastes auditoriums, ressemble-t-elle le plus souvent à une psy au rabais, qu'elle se plaie à singer avantageusement lorsqu'elle ne se fonde pas dans l'histoire des idées. Mais la rudesse de sa pharmacopée véritable, qui conviendrait aux grands ensembles (et même, à défaut, aux moins grands, à tout le moins davantage capables que le cercle restreint du noyau familial de former un cercle d'utilités suffisant à leur existence) – cette rudesse explique que nulle politique électorale possible ne puisse sans se saborder elle-même prendre en charge de l'administrer. La médication idoine serait trop amère au goût de l'opinion, qui s'y connaît en analgésiques. Entre la séduction des foules et l'âpre joie de la persévérance véreuse, la philosophie n'hésite pas. Les radicaux en politique échoueront toujours précisément en raison de cette hésitation. Ils dilueront la vérité de leurs exigences dans les eaux douceâtres de la flatterie (it's gonna be alright), prétendant séduire, tout en professant à mots couverts l'horrible dictu de l'apocalypse : autrement dit, s'ils ne disent rien de très différent, pourquoi leur faire confiance, à eux plutôt qu'à des professionnels patentés ? Mais lorsqu'ils s'en tiennent à des vérités qui libèrent en pensée seulement, qui oserait, qui désirerait épouser leur aventureuse embarquée ?

### L'APPEL À LA RÉSISTANCE COMME IMPUISSANCE

La résistance que rencontre aujourd'hui par à-coups le dépeçage de sa *propre société impériale* par le capitalisme global au moyen de ses instances gouvernementales provinciales est une résistance symptomale. Autrement dit, jamais, de rejet partiel en rejet partiel, l'objet véritable du litige n'est nommé ; seules sont mobilisées les ressources du langage mis à disposition par le système lui-même pour dénoncer les torts particuliers. Le tort général ne trouve à s'exprimer qu'en dépit du numéro de ventriloquie auquel le grand robot général emploie tout le jour ses victimes, dont les corps sont 'parlés' plutôt qu'ils ne s'emparent de la parole. Ces victimes, en tant que victimes, renoncent à recevoir ces corps au moment même où résonnent les coups de boutoir qu'ils portent au portail d'une conscience inexpugnable. La conscience ordinaire refrène la venue du corps rival en son château, alors même que ses lapsus trahissent pourtant leur insistance.

Bien sûr, cette mutité est mise à mal par la simple déclaration de *grève générale*. Les corps individuels muets s'entre-éprouvent à travers les dermes artificiels des pseudo-corps partiels (ou 'corporatistes') sous la surface compartimentée desquels le fonctionnement industriel voudrait les asphyxier. C'est un seul corps qui fait grève à travers ces pseudo-corps et, au-delà du méga-corps en grève générale, le giga-corps composé de tous les corps lointains participant à cette grève d'une manière qui n'est pas la grève. Ce corps muet mais réactif n'est plus un de ces corps mécaniques partiels façonnés par le capital à ses propres fins. Quand bien même on voudrait rendre des proportions tribales ou villageoises aux corps communs, le giga-corps humain, dont la formation est peut-être réversible, s'éprouve pour l'heure dans chacun de ses mouvements ; c'est son malaise qu'on voudrait disperser dans une multitude de douleurs locales, négligeant que telle douleur puis telle autre se rapportent toujours encore à l'épreuve d'un seul et même suppôt. La



Illustration: Anne Brugin

« Ainsi subissons-nous  
atterrés l'annonce de  
chaque convulsion,  
survenant dans nos  
propres murs européens,  
d'un système en voie de  
décomposition comme s'il  
s'agissait d'une mauvaise  
nouvelle météorologique,  
en attendant que ça  
passe. »

*grève générale* manifeste l'unité de ce corps muet, ou loquace seulement dans la langue qu'il parle en ventriloque, celle de ce qui le tue.

Selon Reclus, l'humanité était la nature arrivée à la conscience de soi. Or l'homme civilisé - mais plus radicalement encore, l'homme moderne - fait de cette avantageuse distorsion céphalique un principe de souveraineté, c'est-à-dire, strictement, d'indifférence aux puissances naturelles, à commencer par la sienne propre. Comme si la relégation de la menace prédatrice pesant sur l'homme et la domestication humaine du sauvage en général autorisait cette humanité, au-delà du pacte cynégétique de préservation (qui n'est au fond que la version "artificialisée" de la prédation 'naturelle'), à disposer jusqu'à épuisement de ce qui n'est que le reste de la nature, et non pas la nature tout court.

Mais dans l'entreprise démente par quoi l'organisation humaine principale, en proie à l'ivresse de la démesure, en vient à supprimer sans y prendre garde ses conditions d'existence, un corps social sauvage se noue, transversal, à travers une solidarité d'espèces qui recouvre toute la nature mutinée, parlante et non parlante, le plus souvent inconsciente, contre son propre saccage. Ainsi ne pouvons-nous pas ne pas éprouver l'avivement de la honte face à *nos propres* conditions d'existence, pour le dire à la Deleuze, lorsqu'une émeute éclate "ailleurs", à Istanbul, à Thessalonique, à Stockholm, à Tottenham, toujours quelque part en France, partout aux Etats-Unis, partout au Brésil à présent, mais partout en Chine aussi, depuis longtemps et malgré le black-out informationnel ; lorsque, "ailleurs", des travailleurs, plus modestement, ripostent selon les voies convenues à un brutal limogeage.

Nous y participons "ici-même". C'est notre propre giga-corps que nous éprouvons désormais quand il *s'émeut* "ailleurs". La maîtrise sadique, exterministe, que l'homme (blanc, mâle, occidental et moderne) s'est arrogé sur le reste de la nature, à *commencer par toutes les autres natures humaines*, a rendu ces dernières, *nolens volens*, consciemment solidaires de toutes les manifestations du grand organisme total.

Nous maintenons l'hypothèse que les travailleurs grecs protestant dans cette grève générale contre la fermeture de la télévision publique, qu'elle soit donc ou non leur propre entreprise, n'expriment pas la nostalgie d'un paradis perdu. La détérioration de la situation ne leur fait pas bénir l'état précédent, seulement les aménagements qu'ils ont patiemment élaborés pour le rendre le moins intolérable possible. Pourtant, leur souffrance, ils ne l'adressent, une fois dûment traduite à leur usage, qu'aux médecins agréés du social. Le traitement que leur administreront ces derniers sera purement médica-

menteux; nulle thérapie discursive à l'horizon. La thérapie pour laquelle cotisent les travailleurs n'a, elle, nul besoin de la pensée, dont l'émeute muette est plus proche que mille heures de bavardes négociations.

Les intellectuels n'ont et ne peuvent avoir de rôle qu'à leurs propres yeux, ceux de leur communauté, et ce rôle n'est pas de maintenir et d'enfoncer l'expression phénoménale de la résistance dans le langage pipé du pouvoir, ne tolérant en guise de résistance que la revendication du statu quo - en l'occurrence, que le maintien de la télévision publique. C'est pourquoi ils révèlent leur participation à ce giga-corps de peu de parole en soutenant la grève générale par quoi les travailleurs grecs eux-mêmes qui ne sont pourtant pas tous les victimes du jour révèlent la leur. Mais c'est aussi pourquoi ce rôle, qui est de prendre parole pour formuler, quand du moins il s'agit pour eux de s'occuper de critique sociale, les conditions d'une vie décente, de la vie qu'ils s'efforcent de mener avec leurs "confrères" mais aussi avec d'autres joueurs de l'esprit et avec quiconque s'efforce de persévérer dans la pente joyeuse d'activités ou d'actions adéquates à son essence - c'est pourquoi ce rôle ne saurait se borner à redoubler la mutité bavarde du grand corps général où se terre une vie résiduelle, *fût-ce par la confusion de la sympathie exprimée*.

**Jean-François Gava,**

Collaborateur scientifique et maître de conférences suppléant en philosophie à l'Université libre de Bruxelles, est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Autonomie ou capital* (2011, Chromatika) et *L'Hypothèse communaliste* (Anibwe, 2012).

# QUAND LA RÉSISTANCE S'EMPRE DES ONDES

En Argentine, les radios communautaires ont fleuri ces dernières années. Face aux médias dominants, elles promeuvent de nouvelles manières de communiquer, mais aussi de fonctionner ensemble.

## AUX RADIOS, CITOYENS!

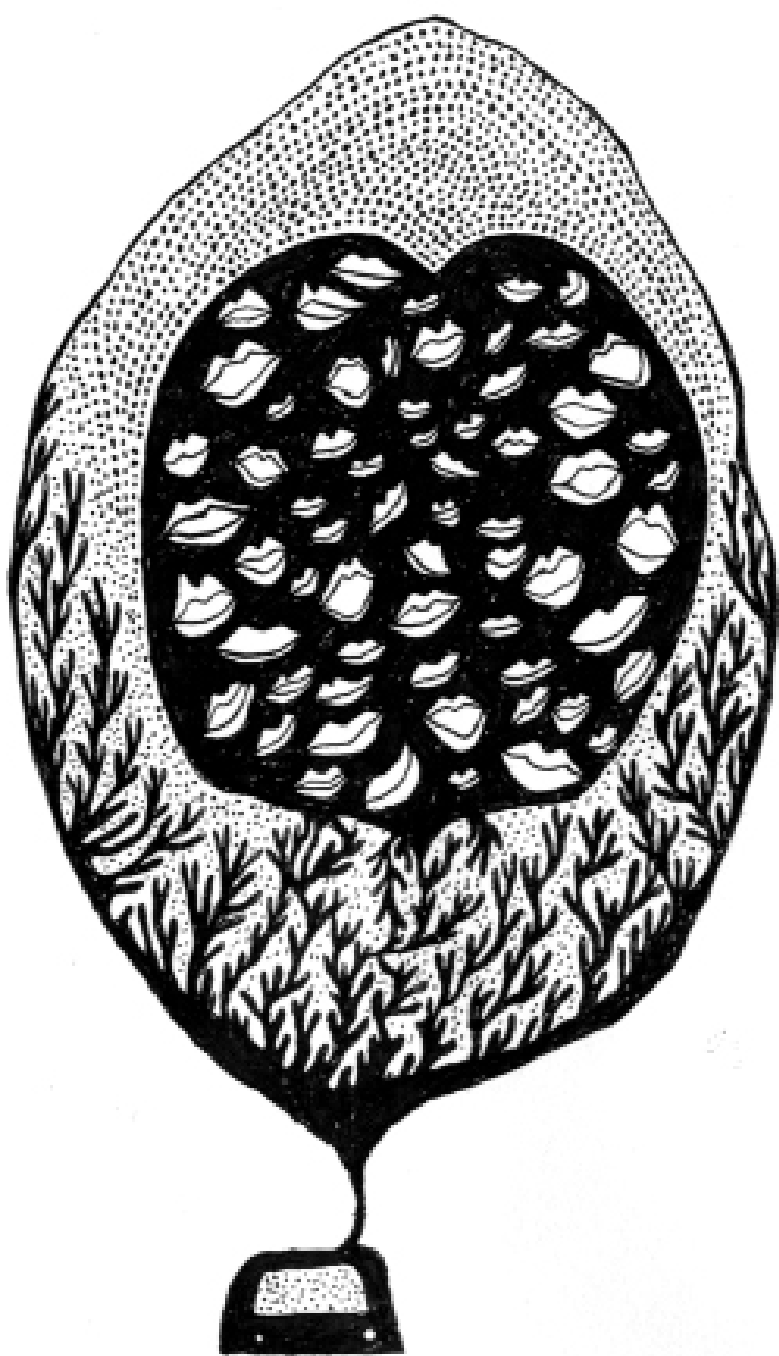
José explique le début de l'aventure du récent mouvement des radios communautaires. «En 2001, pendant la crise économique, les médias ne représentaient plus la société. À ce moment-là, on disait: "Ceux d'en haut nous pissent dessus et la presse dit qu'il pleut". Cette construction irréaliste que faisaient les médias de la société au quotidien a fait que les gens ont arrêté d'espérer que la presse parle de ce qui leur arrivait vraiment. Et les gens, les organisations sociales ont commencé à construire leurs propres médias». Depuis, les radios se sont consolidées et multipliées. Elles sont aujourd'hui des dizaines en Argentine.

Avec les radios communautaires, les citoyens deviennent acteurs de la communication. À la Tribu, ils sont clairs: «Nous n'avons pas d'"auditeurs"». Même si nombreux sont ceux qui les écoutent. «C'est une radio sans auditeurs, parce qu'on n'émet pas de l'information, mais on propose une conversation», explique Anuka, 26 ans. Elle a écouté La Tribu de longues années avant de se lancer elle-même dans l'aventure. Diego, depuis huit ans à la Tribu, explique cette nécessité de participation des gens. «Les radios communautaires sont fondamentales pour que la société dans son ensemble s'exprime et participe. Sinon ce regard est filtré, par l'État ou par les marchés. C'est la forme technique qu'adopte le désir d'un monde différent. Ça peut être à travers une radio, à travers un bar, à travers une performance dans la rue... ».

En général, les ondes de ces radios libres sont ouvertes à qui veut participer, avec des critères plus ou moins larges selon celles-ci. À la Quinta Pata, à Cordoba, tous les voisins sont les bienvenus, que ce soit pour parler de foot, de hip-hop ou de questions posées par l'adolescence. Si certaines radios laissent plus de place aux amateurs, d'autres ont un niveau clairement professionnel. «Pour toutes, il s'agit de générer une autre culture de la communication, où les gens ne sont pas consommateurs mais bien acteurs», résume José, de Zumba la Turba.

## PLUS QUE DES RADIOS

Pour ces radios alternatives, il s'agit aussi de générer une autre culture tout court, une autre manière de fonctionner. «On ne peut pas juste parler d'une autre organisation. On doit s'organiser autrement», affirme Diego. Toutes sont autogérées. Concrètement? Il n'y a pas de directeur ni de conseil d'administration. Les membres prennent les décisions en assemblées et se répartissent ce qu'il y a à faire. Pour Anuka, c'est une réflexion quotidienne sur le sens de produire du sens avec d'autres. «Ce sont des décisions collectives, des débats, la mise en commun de toutes nos idées, des discussions... C'est partager et penser ensemble le travail». A La Tribu, de grandes assemblées où tous les membres de l'espace participent ont lieu régulièrement. Ils y



« Nous sommes un média des travailleurs, une voix des secteurs populaires. Nous sommes la radio FM la tribu ». Depuis 25 ans, cette radio autogérée contre infiltre les ondes de Buenos Aires. Du matin au soir et du soir au matin, ses militants émettent. Ils parlent des droits humains, des mouvements sociaux, des étudiants, des peuples originaires, des communautés, de l'agro-industrie, de la consommation responsable...et de tout ce qui ne s'entend pas assez ailleurs.

La Tribu se définit comme une radio communautaire sociale. Si elle est la plus vieille radio du genre à Buenos Aires, elle est loin d'être la seule en Argentine. Qu'elles soient citoyennes, libres, alterna-

tives ou populaires, toutes ces radios partagent une même manière de comprendre le monde et croire qu'il faut changer les choses. «On existe parce qu'il y a une nécessité d'information et de dénonciation, à laquelle les médias classiques ne répondent pas», explique José, journaliste de 40 ans, qui participe à la radio Zumba la Turba, de Cordoba. Pablo, 28 ans, en fait aussi partie: «On parle des thèmes qui n'entrent pas dans l'agenda des médias, ce dont les radios classiques ne parlent pas. On laisse la parole à ceux qui ne l'ont pas». La communication de plus en plus uniforme des médias, les citoyens ont décidé de la contrer.

## « Les radios communautaires sont fondamentales pour que la société dans son ensemble s'exprime et participe. Sinon ce regard est filtré, par l'État ou par les marchés. »

décident les lignes politiques générales du projet. Et une fois qu'on connaît cette définition collective et qu'on l'a intériorisée, chacun peut travailler dans son groupe, son espace en toute liberté. Diego donne un exemple: « Je ne dois pas consulter l'assemblée pour savoir quel thème musical je vais passer demain matin, ce serait une bureaucratie insupportable. Mais je sais ce que l'assemblée a décidé quant à l'esthétique de la radio, quant à ce qu'on attend du programme du matin, quant aux genres de thématiques et d'interviews qui ont un intérêt commun ».

Pour Diego, La tribu est une radio expérimentale. Au-delà des thèmes différents ou d'une autre manière de dire les choses, ils peuvent se permettre d'essayer et de mettre en pratique des choses différentes. Au-delà de la question des thèmes ou de la manière de les dire, il s'agit aussi de la façon remettre en question un mode de vie imposé. «Après des années, notre fonctionnement commence à ressembler à ce qu'on voulait. Grâce à des discussions en assemblées, en ayant dissout les hiérarchies tout en gardant des rôles... En ayant essayé de dissoudre tous les modes horribles sur lesquels fonctionne ce monde. Avec cette radio, on a la chance d'essayer de vivre de manière différente, dès maintenant ».

Dans la même optique de construire différemment, les radios alternatives sont rarement dans un cocon. Communautaires par définition, elles s'intègrent dans le tissu vivant de chaque quartier. La Quinta Pata partage une maison avec une bibliothèque populaire. Les deux équipes n'en sont en fait qu'une, même si chacun se spécialise plus dans la radio ou dans la biblio. Quand l'une des deux a des problèmes, c'est collectivement qu'ils les résolvent. La Tribu se trouve dans une maison qui est en même temps bar, centre culturel et centre de capacitation. Radio Sur, elle, est liée de près au mouvement social des travailleurs désoccupés. En général, les radios sont coude à coude avec les organisations sociales et celles du quartier. Depuis des mois, la Tribu rend visible des travailleurs qui occupent leur entreprise graphique: « Dans le quartier Pompeya, les travailleurs de MOM continuent de résister aux tentatives d'expulsion. Tout soutien est le bienvenu ». Quand un centre culturel autogéré de Buenos Aires, «Compadres del horizonte», a été fermé par la police, Radio Sur s'est fait le porte-voix des militants du collectif, en les invitant en studio et en diffusant leurs appels à se rassembler. Diego résume: « Le lien qu'on a avec les mouvements sociaux, c'est un lien politique, on partage une même manière de comprendre les choses. Et on pense qu'on sera plus fort si on agit ensemble ». Plus que des radios, ce sont des espaces de rencontre, de création, de résistance.

### CONVICTION ET DÉBROUILLE

Dans les radios communautaires, tout le monde est bénévole. Certains régisseurs ou certains animateurs qui consacrent énormément de temps à l'antenne sont parfois défrayés, mais personne ne peut en vivre. « Personne ne vit de cette radio [Zumba la Turba], ne se nourrit de cette radio, les espaces sont gratuits, il n'y a pas de pub... ». Pour

José, c'est un choix de vie qui va à l'encontre de la culture économique dominante.

Pourtant, pour les radios elles-mêmes, l'aspect économique est inévitable. « Tu ne peux pas penser le politique et le communicationnel sans prendre en compte l'économique. Ce sont des jambes qui doivent marcher ensemble. Sinon on a de grands projets très forts politiquement et esthétiquement, mais qui ne sont pas viables sans subsides de l'État ou d'ONG. Or ce sont des subsides qu'il faut aussi remettre en question. Ces agences, comment lisent-elles le monde? Il faut être en cohérence avec nos idées ». Pour toutes ces radios, l'autofinancement est la Bible. C'est souvent une nécessité, mais c'est toujours une conviction. Il s'agit de se débrouiller avec ce qu'il y a et de rester indépendants. Anuka explique cet idéal d'autogestion. « Il s'agit de faire les choses de la manière dont on peut les faire, en cherchant les outils avec lesquels faire ça, en voyant les possibilités et les ressources qu'on a. On peut tout réussir avec ce qu'on a alentour et les gens qui pensent comme nous ».

La bricole, les militants de ces radios y coupent rarement. A Zumba la Turba comme à la Quinta Pata, les membres ont construit les studios eux-mêmes. Pour la Quinta Pata, c'est le CTP, le Collectif Technique Populaire, qui les a aidés à construire leur émetteur. Le CTP rassemble des ingénieurs du son et autres techniciens qui ont décidé de mettre leurs compétences au service des radios communautaires. « Au-delà de la vision romantique de la radio (« ah, la radio, le micro, l'antenne... »), il faut être prêt à gérer et soutenir économiquement la radio, et pas seulement à déclamer un discours au micro. Il faut être prêt à la gérer dans toutes ses dimensions: monter une tour, peindre, câbler, nettoyer, etc. ». Pour José, c'est une vision qui va bien plus loin que la vision des professionnels du journalisme.

Pour trouver l'argent nécessaire au fonctionnement des radios, toutes les idées sont bonnes. La Quinta Pata vend des tartes et organise des repas pour tous les voisins, Radio Sur vend des T-shirts à l'effigie de la radio, les membres de Zumba la Turba paient chacun une cotisation, La Tribu tient un bar... Chez certaines radios, les espaces à l'antenne ont un petit prix, d'autres font payer les annonces publicitaires de leurs partenaires. Diego justifie ce dernier point. « Notre premier lien est politique, mais ça n'empêche pas qu'il peut aussi y avoir des relations économiques entre nous. Par exemple, le centre culturel peut payer le spot qui annonce un spectacle, tout comme nous on va là-bas boire une bière. Mais on ne diffuse pas n'importe quelle pub ». Dans tous les cas, chacun met la main à la pâte. Luli, une des animatrices principales de la Quinta Pata, conclut: « Ce n'est jamais dans une recherche de lucre. L'économique est toujours présent, mais on priorise d'autres choses ».

### VERS UN AUTRE PAYSAGE ?

Depuis 2009, une nouvelle loi régit le fonctionnement des médias radiophoniques et télévisuels. Elle réserve 33% de l'espace radiophonique aux « entités sans fin de lucre ». Une victoire pour les radios communautaires, qui accèdent par là à un début de reconnaissance légale. Mais pour le Réseau national des Médias alternatifs, le problème est loin d'être réglé: « La loi ne reconnaît pas notre spécificité de médias populaires et communautaires. Nous sommes mis dans le même sac que des fondations, des syndicats, des ONG, des églises... qui ont un pouvoir économique, politique et de gestion beaucoup plus conséquent que le nôtre pour faire face aux obligations imposées par la loi ». Pour avoir accès au tiers des ondes réservé, les radios doivent remplir un cahier des charges dont le coût oscille entre 4 000 et 7 000€(qui comprend, par exemple, l'obligation d'avoir des équipements homologués). « Ces exigences sont des obstacles concrets pour l'existence et le fonctionnement des expériences de radios populaires. C'est impossible pour nous d'assumer ces dépenses », déplore Luli.

Jusqu'à présent, les radios communautaires ne reçoivent pas de subsides.

Pour Diego, la reconnaissance des radios communautaires n'a pas de sens si elle ne se base pas sur leur spécificité. « Pour nous, dans la communication, il ne doit pas exister de relations de concurrence. Ce qui importe c'est la coopération et la socialisation des connaissances. Plus il existe de radios communautaires, mieux c'est ». La revendication des radios alternatives est d'être reconnue pour ce qu'elles sont vraiment. Au-delà d'empêcher le monopole des grands groupes, il s'agit de permettre l'existence des petites alternatives, telles qu'elles sont. Et le but pour ces radios est justement de permettre l'expression de chacun, au-delà de son degré de professionnalisme, et en toute liberté. Les radios alternatives ont montré qu'elles peuvent perdurer dans le temps et se consolider. Leur nombre est aujourd'hui impressionnant et leur force de réseau est croissante. Un peu partout en Argentine, leurs voix résonnent, s'opposent, dénoncent, proposent, construisent... Leurs mots et leurs exemples portent.

**Edith Wustefeld et Johan Verhoeven**

### ET EN BELGIQUE ?

Si on ne trouve pas de radios alternatives à chaque coin de rue, elles existent pourtant. Héritières de la tradition des radios libres, qui émettaient clandestinement dans les années 1970 et luttèrent pour une libéralisation des ondes, elles sont aujourd'hui légales... mais toujours « libres ». Leur position marginale dans un paysage radiophonique uniforme leur permet indépendance, liberté et diversité. Elles diffusent des musiques non-commerciales, parlent de thèmes dont on ne parle pas, donnent la parole à ceux qui l'ont moins. En un mot comme en cent, elles sont engagées.

Elles font figure d'exception, pourtant certaines d'entre elles ont aujourd'hui une réputation à la hauteur de leurs missions. Petit panorama de trois rebelles bruxelloises :

\* **Radio Air Libre** 87.7 FM,  
Forest <http://www.radioairlibre.be>

« Nous envisageons la radio comme un dialogue et non comme un rinçage d'oreilles. » Créée en 1983, Radio Air Libre est une radio libre associative, indépendante de tout groupe politique ou commercial. Elle est gérée et financée par ses membres. Grâce aux cotisations des membres et des auditeurs fidèles, Radio Air Libre continue à fonctionner, sans sponsor ni publicité. Le résultat? « Une liberté de parole intacte, un choix de programmation sans contrainte, un ton radicalement différent ». La radio veut donner la parole à ceux et celles qui trouvent porte close dans les médias traditionnels.

\* **Radio Panik** 105.4FM, St-Josse  
<http://www.radiopanik.org/spip>

« (...) comme but l'émancipation réelle des individus dans le respect des différences culturelles et des procédures démocratiques. » En 1983, un groupe de jeunes militants contre le racisme et les droits de l'homme créent Radio Panik. Le but? Faire entendre et s'entendre les différentes voix de Bruxelles. Aujourd'hui, elle se définit comme une radio associative d'expression et de création, multi- et interculturelle. Elle défend une approche critique de l'information, une diversité culturelle et sociale, une liberté d'expression. Depuis 2006, elle est subsidiée par la Communauté française.

\* **Radio Campus** 92.1FM, Campus de l'ULB  
<http://www.radiocampus.be>

« Une libre expression assumée et constructive, un attachement immodéré au tissu social bruxellois et un amour sans borne pour la diversité musicale et culturelle. » Radio Campus a été créée en 1980 par un groupe d'étudiants de l'Université Libre de Bruxelles. Un soutien financier de l'université lui permet une certaine liberté de parole et d'espace par rapport aux radios commerciales. Une radio communautaire qui rassemble plus de 150 animateurs, techniciens et collaborateurs.

**E.W. Et J.V.**

# IMPRO DIAPO

## UNE RECETTE DE LA FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE



Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de \*faire par soi-même\* pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

**Le jeu où l'on raconte les vacances que l'on n'a pas passées en commentant les photos que l'on n'a pas prises :**

### Matériel

un gros stock de diapositives récupérées  
un projecteur à diapo  
des feuilles et un crayon

### Règles du jeu

Jeu pour 2 à 20 joueurs  
à partir de 10 / 12 ans  
Avant que le jeu ne commence, les joueurs préparent chacun quelques listes de 5 mots

(ils inscrivent 5 mots ou expressions par fiche, exemple : valise diplomatique / charlotte aux fraises hallucinogènes / sphincter artificiel / les sirènes du phare d'Alexandrie chantent encore la même mélodie / un acarien acarâtre et quelques thèmes de vacances (exemple : comment j'ai découvert que mon oncle était le parrain d'une mafia en passant 10 jours chez lui / j'ai passé mes vacances à la convention des sosies de L.A. / pourquoi j'ai fini en prison à Kuala Lumpur / mes vacances sur les traces de Jacques Brel etc....)

ensuite le jeu se joue en individuel ou par équipe (de deux ou trois).

on choisit le joueur ou l'équipe qui va commencer et les autres, qui constitueront le public, composent un rack de 10 diapositives en choisissant les meilleures diapositives parmi les tas à disposition et la façon de les enchaîner.

le joueur ou l'équipe, avant de commencer, pioche une fiche avec le thème de l'aventure à raconter et une fiche avec les 5 mots qu'il/elle devra obligatoirement placer dans son commentaire. Le but du jeu étant évidemment de les placer le plus naturellement du monde ! Sans que le public ne devine qu'il s'agit des mots à placer.

le joueur ou l'équipe commence alors le commentaire sur les diapositives qu'il/elle découvre au fur et à mesure.

à la fin des 10 diapositives, le public essaye de deviner quels étaient les mots à placer.

puis on passe à un autre joueur ou une autre

équipe, et ainsi de suite jusqu'au bout des diapos ou de l'envie.

Retrouvez les recettes de la Foire aux Savoir-Faire sur le site : [www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)



## BRÈVES

### DÉNI ET ENFUMAGE

Lu dans Le Soir du 23 octobre, p. 19: «*À quand un pic de production? On parle d'un pic de production de pétrole depuis plusieurs dizaines d'années. Pourtant, en regardant l'évolution des chiffres, il n'y a aucune trace de pic. En effet, en 2012, la production mondiale a à nouveau battu un record avec plus de 86 millions de barils par jour, alors que 2011 était déjà une année record avec 84 millions de barils. On peut donc affirmer que la production de pétrole est en croissance continue, tout comme sa durée de vie. En 1973, elle était estimée à 30 ans; en 2012, on lui prévoit encore 53 belles années. Cette évolution s'explique principalement par les récentes avancées technologiques. Des avancées qui permettront peut-être de trouver une alternative au pétrole avant d'atteindre ce fameux pic.*» Ceci pulvérise une idée reçue dans la littérature militante: les médias seraient «catastrophistes». Bien au contraire, leur fonction – du moins en matière d'écologie – est de rassurer à bon compte l'électeur-consommateur, en lui mentant s'il le faut. Autre idée reçue: angoissé par l'avenir, celui-ci aurait tendance à se réfugier dans la consommation. C'est en partie vrai, mais, à tout prendre, les capitalistes préfèrent des électeurs-consommateurs apaisés et confiants dans leur modèle. «Surtout ne changez rien, braves gens, tout est sous (notre) contrôle!» B.L.

### PRIX NOBEL DE LA GUERRE

Parfois, relayant certaines informations qui ont fuité, on se soucie peu de savoir si les faits sur lesquels elles portent sont vrais ou pures inventions. C'est que, dans tous les cas, on sait que cela est possible, l'absurde commençant à être une denrée abondante. Donc, pour ceux qui penseraient fausse l'information qui va suivre, peu importe: dites-vous qu'elle aurait pu être vraie. Dans *Double Down: Game Change 2012*, Mark Halperin et John Heilemann, évoquant la campagne pour les présidentielles américaines 2012 entre Mitt Romney et Barack Obama, relatent la façon dont ce dernier plaisantait avec ses collaborateurs sur les assassinats qu'il ordonnait par drones, ayant notamment déclaré: «*Je suis vraiment bon pour tuer des gens*». Vrai ou faux donc, on sait qu'il ne faut pas aimer la paix et défendre la vie pour être prix nobel de la paix... [www.voltairenet.org](http://www.voltairenet.org).

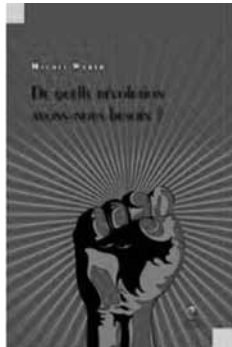
### UN TÉMOIN PRIVILÉGIÉ DE FUKUSHIMA

Fukushima... effet de l'implacable logique nucléaire, mais aussi de la pensée moderne incapable d'anticiper et de prévoir le pire; pire qui est consubstantiel à la technique elle-même, même s'il ne devait jamais avoir lieu. Mais même quand il se produit effectivement quelque part, autre part, dans le monde: Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima... rien n'y fait. Il faut assurer que ce sont là des cas isolés, des accidents qui n'ont rien à voir avec le dispositif, des défaillances temporaires, et certainement humaines. Les médias, comme à l'habitude, participent de ce jeu, faisant quelques émissions chocs, par-ci par-là, entre deux spots de pubs, sans aucun questionnement radical. Dans ce cadre, il serait intéressant d'entendre celui qu'on surnomme «le dernier homme de Fukushima»: Naoto Matsumura, qui a décidé de rester en territoire contaminé afin de s'occuper des animaux abandonnés laissés seuls après la fuite de leur maître. Il viendra témoigner de l'horreur nucléaire aux Français et aux Européens - peut-être aux Belges? - pour aider ceux qui auraient du mal à s'en rendre compte, ce que veulent dire des mots comme «territoire contaminé», «exode», «abandon», «séparation», «désert», «désolation», «maladie», «mort», mais aussi «combat», «solidarité», «espoir». Voir <http://www.fukushima-blog.com>

### C'EST DANS LES GÈNES

C'est aussi à l'aune de ces courts articles disséminés dans un journal que l'on mesure la pollution de l'ensemble. «*L'addiction aux soldes, c'est dans les gènes*», titrait ainsi Le Soir (06/11/2013) dans un de ceux-ci. Présentant l'ouvrage d'un auteur s'étant intéressé «*de près aux réactions engendrées par les produits en soldes sur le comportement des consommateurs*», le quotidien énonce, à côté de la photo d'une «femme moderne» portant quatre sacs aux bras: «*impossible de résister à cette petite robe hors de prix affichant une petite ristourne? Et que dire de ces escarpins aux talons démesurés, enfin au rabais? Cet attrait pour les articles soldés seraient génétiques*». Donc, pas besoin de s'en faire, la pub qui parsème les pages des journaux ne seraient que réponse à une demande... génétique. Plus besoin de lire *La société de consommation* de Baudrillard!

## LU, VU, ENTENDU



**MICHEL WEBER, «DE QUELLE RÉVOLUTION AVONS-NOUS BESOIN?», ÉDITIONS SANG DE LA TERRE, PARIS, 2013, 281 PAGES**

Directeur du Centre de philosophie pratique de Bruxelles, Michel Weber (né en 1963) est un spécialiste du logicien britannique Alfred North Whitehead (1861-1947). Son nouvel essai balance entre analyse idéologique et propositions concrètes pour la «révolution dont nous avons besoin» avant d'en arriver à une situation explosive et insurrectionnelle. Car «tous les idéaux supérieurs sont révolutionnaires» (p. 201). L'auteur s'appuie aussi sur Marx, en repositionnant certains de ses concepts, tel la lutte des classes (pp. 104-119). L'exploitation continue bien à caractériser le capitalisme, ainsi que la spéculation et la militarisation. Le troisième pilier est constitué par la philosophie politique des Grecs, dont il montre toute la pertinence au XXIème siècle. Ainsi, individuation et socialisation vont toujours de pair, envisager l'une sans l'autre serait une erreur. Toute communauté humaine a besoin d'un grand récit pour donner du sens et de la cohésion à son aventure (nous sommes ici loin des réflexions postmodernes d'un Miguel Benasayag). Aujourd'hui, la narration est dystopique, le conformisme et l'atomisme caractérisent l'être-au-monde des individus. À l'heure où l'on parle d'un monde multipolaire, l'auteur affirme que ce sont toujours bien les États-Unis qui représentent la plus grande menace pour la paix, au travers du système rôdé de leur «keynésianisme militaire». L'histoire prend une place importante dans le propos, notamment lorsque Weber fait remonter la postmodernité aux enclosures au XVème siècle,

poursuivant par une mise en perspective aussi résumée que passionnante (pp. 73-82).

L'idée centrale de l'ouvrage est que l'affrontement des différentes «crises» (économique, écologique, sociale, morale, psychique, etc.) requiert l'exercice de la politique, qui est à repenser (presque) entièrement, par exemple par la déprofessionnalisation du personnel politique, la fin de la paritariat et le retour des modes de fonctionnement de la communauté, plutôt que ceux de la société. L'organisation de l'économie, qui n'a rien d'une science, relève également de la politique. S'inspirant du mouvement de la décroissance, l'auteur propose de s'orienter vers la simplicité volontaire, à l'échelon individuel; à l'échelle macro, vers la relocalisation des activités, vers la possibilité pour les États de battre à nouveau monnaie et vers l'éducation plutôt que l'enseignement. Attention, l'essai est dense et sa lecture se mérite :

Bernard Legros



**BERNARD CHARBONNEAU, «LE CHANGEMENT», ÉDITIONS LE PAS DE CÔTÉ,**

**VIERZON, 2013**

Texte inédit achevé en 1990 et jamais édité, «Le changement» s'en prend au mythe du progrès et de la croissance sans fin. Salutaire et prophétique en ces temps de déclin où le vide idéologique envahit, comme jamais peut-être, la pensée des politiciens et

médias, le dessein de l'ouvrage de Bernard Charbonneau était de «contribuer à une maîtrise du changement déchainé pour sauver la terre et la liberté de son locataire».

Si «le changement, c'est la vie» et qu'il caractérise normalement l'existence, l'auteur s'emploie à décrire ce qui a désormais atteint son faite dans nos sociétés : un changement perpétuel, continue, auquel on nous exhorte sans cesse mais qui, et c'est là la thèse principale du livre, n'est que continuité vers la grande destruction. Le *conservatisme progressiste*, terme qu'utilisait Pierre Bourdieu pour décrire cette dynamique-statique perpétuelle, synthétise parfaitement l'idée : «combinaison en apparence contradictoire, le conservatisme progressiste est le fait d'une fraction de la classe dominante qui se donne pour loi subjective ce qui constitue la loi objective de sa perpétuation, à savoir de changer pour conserver» («La production de l'idéologie dominante»). Sauf qu'ici le torrent du Changement envahit tout, et toute la pensée. L'on croit que cela change, mais rien ne change sauf le changement qui continuellement nous poursuit, des discours formatés des politiciens aux slogans publicitaires, en passant par l'entreprise et le conformisme de la mode. Or, «chaque fois le changement déçoit ses espérances. Car il n'y en aurait qu'un de vrai : que pour un temps il n'y en ait pas»...

Voilà de quoi se poser des questions, les vraies. Non plus accepter l'ordre qu'on nous soumet, contempler le changement qui nous distrait, mais choisir. «Ouvrir les yeux sur le changement, l'exact contraire de l'entériner, le reconnaître afin de le juger, mettre en cause ses modalités et son rythme, telle est la condition d'une reprise en main de son devenir par l'homme pour en faire son destin».

A.P.

## AGENDA

### EXPO KAIROS! 11 ET 12 JANVIER 2014 VERNISSAGE LE VENDREDI 10 JANVIER AU SOIR

Kairos, journal bimestriel engagé, pose un regard critique sur toutes les questions qui concernent l'être et la société dans laquelle il vit. Peu soucieux des qualificatifs déplaisants que lui trouveraient ceux qui préfèrent continuer dans la même voie et ne pas réfléchir aux questions, doutes, et certitudes que pose sa lecture, le journal pourfend copieusement les structures qui précipitent et nourrissent notre aliénation. Sans oublier la nécessaire radicalité qu'il se faut d'avoir avec soi-même, car si le système se maintient c'est bien aussi parce que l'on y participe. Kairos interroge l'anormalité de la norme, voyant de nombreuses choses qui ne vont pas dans ce qui «va de soi». Refusant l'étiquetage, Kairos n'est lié à aucun groupe particulier, ni parti, ni syndicat.

**Mais Kairos ne serait pas ce qu'il est sans ces illustrations qui parsèment ses pages depuis maintenant 10 numéros.**

**Le 10, 11 et 12 janvier 2013, à la galerie 100 Titres, 2, rue Alfred Cluysenaer, 1060, Saint-Gilles — Bruxelles**

### NAMUR ET NISMES-CINÉ-DÉBATS ORGANISÉ PAR LE GRAPPE: GASLAND

Écrit et réalisé par Josh Fox, le film traite de l'impact de l'extraction du gaz de schiste, telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis et, plus particulièrement, en Pennsylvanie, au Colorado, Wyoming, Utah et Texas où le réalisateur interroge de nombreux riverains. De graves problèmes de santé sont évoqués ainsi qu'une contamination de l'air, des cours d'eau et des puits. La technique de fracturation hydraulique est clairement mise en cause. Dès lors que l'exploitation des gaz de schiste est envisagée par plusieurs pays européens, qui la considèrent comme porteuse d'avenir, la situation aux États-Unis ne peut que nous interpeller sur la pertinence de ce choix énergétique.

**Le 3 décembre à 20h au Forum à Namur et le 5 décembre à 20h au Ciné-Chaplin à Nismes.**

La suite en 2014 avec *Bovines ou la vraie vie des vaches*; *Into Eternity*; *Les sacrifiés des ondes*. Les infos suivront dans Kairos.

### LIÈGE-PRÉSENTATION DU LIVRE D'ÉRIC TOUSSAINT «PROCÈS D'UN HOMME EXEMPLAIRE»

A travers le parcours de cet ancien haut responsable se dessine un morceau d'histoire de deux grandes institutions financières internationales – le FMI et la Banque mondiale – qu'Éric Toussaint (CADTM) critique radicalement depuis de nombreuses années, et dont les grands médias font la part belle. Pourquoi? La raison est simple : ces deux institutions sont au service des gouvernements des pays dominants et des grandes sociétés privées multinationales. Leur boussole oscille entre les intérêts privés (qu'ils soient politiques, économiques ou financiers) et ceux des grandes puissances.

**26 novembre, librairie Barricade, 19-21 Rue Piéreuse, Liège**

## ANNONCES

### UNIVERSALIS PARK À IXELLES

La vague colonisatrice des espaces publics par les promoteurs immobiliers déferle. Ainsi, Universalis Park menace le plus grand espace vert de la commune d'Ixelles, portant comme projet la construction de trois immeubles de logement haut de gamme, ni étudiants, ni sociaux. Les intérêts des promoteurs coïncident le plus souvent avec celui des politiciens, un des permis requis par le projet a déjà été octroyé. Le comité "Sauver La Plaine" a engagé un avocat spécialiste et se prépare à introduire un recours au Conseil d'Etat. Ils ont besoin de soutien.

Pour les aider financièrement et/ou parrainer un arbre de la plaine : allez sur [laplaine.jimdo.com](http://laplaine.jimdo.com);  
[plaineulb@gmail.com](mailto:plaineulb@gmail.com). compte Triodos BE18 5230 8061 5765.

### SOUTIEN AU CAS

Le Comité de soutien au CAS (Comité d'Action et de Soutien) passera en procès en appel le 27 novembre.

Les personnes concernées par ces deux procès vont devoir faire face à de lourds frais de justice. Le but des procès étant aussi d'asphyxier les gens mobilisés par tous les moyens possibles, aider à assumer ces frais est aussi une assurance que ces luttes continuent!

Appel à un grand rassemblement le 27 novembre à partir de 9h devant le Palais de justice de Bruxelles, pour réclamer l'arrêt des rafles et des expulsions, la fermeture des centres fermés ainsi que la régularisation de toutes les personnes «sans-papiers». Défendre l'institution d'un droit nouveau de la circulation des hommes, de leur résidence, de leur travail, de leur protection sociale qui s'établisse par-dessus les frontières.

Pour tout renseignement, écrivez à [histoire\\_resistance\\_bxl@yahoo.be](mailto:histoire_resistance_bxl@yahoo.be)

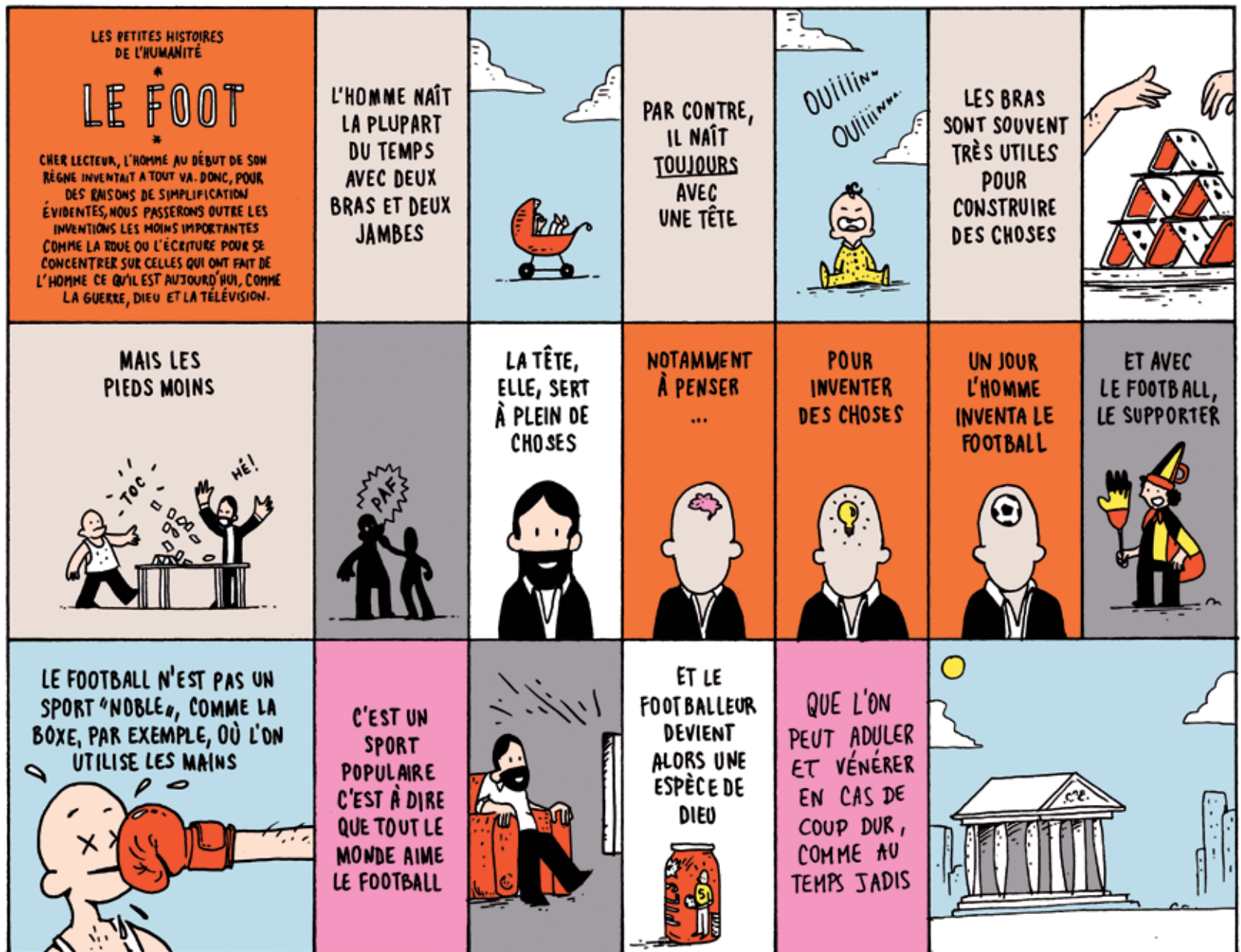
### KAIROS A BESOIN DE COUPS DE MAIN

Nous recherchons un local pour stocker les anciens numéros (de préférence dans le sud de Bruxelles : Ixelles, Auderghem, Watermael-Boitsfort...).

Nous recherchons également une personne qui a de bonnes connaissances en comptabilité.

Nous voudrions également créer un réseau de distribution solidaire du journal dans les librairies qui ne sont pas livrées par notre distributeur. L'idée serait, pour ceux qui ont le temps, l'envie, et passent près de l'une ou l'autre de celles-ci, de prendre des Kairos – lors d'une rencontre après chaque sortie, ou en venant en chercher à l'endroit où ils sont stockés – et de leur déposer. Il s'agirait aussi d'aller présenter Kairos dans des librairies qui ne le vendent pas encore.

Contact : [info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be)



Dessin: Pierre Leclercier Scénario: Alain Munoz

# Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chrissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

## SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

### BELGIQUE

#### Personnes

- > Abonnement simple  
 18 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 30 euros  50 euros  Plus

#### Organisations

- > Abonnement simple  
 40 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 60 euros  80 euros  Plus

### FRANCE

#### Personnes

- > Abonnement simple  
 24 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 30 euros  50 euros  Plus

#### Organisations

- > Abonnement simple  
 44 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*: \_\_\_\_\_ Prénom\*\*\*: \_\_\_\_\_

Rue\*\*\*: \_\_\_\_\_ Numéro: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ville\*\*\*: \_\_\_\_\_ Pays\*\*\*: \_\_\_\_\_

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): \_\_\_\_\_

> A retourner à: Kairos asbl, rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de  
Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB

Chèques  
non acceptés  
en Belgique

Renseignements:  
Tél. (00 32) 485/057 744  
Courriel: info@kairospresse.be  
Site: www.kairospresse.be

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES